

## Das Jahr 1817.

### Reise nach Livorno in Begleitung der Erzherzogin Leopoldine, neuvermählten Kronprinzessin von Portugal.

#### Auszüge aus Privatbriefen Metternich's an seine Familie vom 10. Juni bis 26. Juli 1817.

214. Padua und Venedig. — 215. Aus Covigliato, erbärmliche Unterkunft. — Empfang in Ferrara. — Cattajo. — Concert beim Cardinal Legaten. — Abbé Mezzofanti. — 216. Eindruck von Florenz. — Palazzo Pitti. — Die Galerie. — 217. Pisa. — Campo Santo. — Wahrscheinliche Uebergabe der Erzherzogin in Livorno. — Ereigniß von Fernambuco. — 218. Die Catalani. — 219. Uebelbefinden des Papstes. — Fiesole. — Sprache der Florentiner. — Die Kirchen S. Annunziata und S. Croce. — Monument Alfieri's von Canova. — Bronzino's letztes Gericht. — Mabafter-Arbeiten. — 220. Die Escadre für die Erzherzogin. — Elisabeth-Orden für die Fürstin Metternich. — Dr. Säger macht Furore in Florenz. — Ankauf der Venus von Canova. — 221. Das Ordenssecret. — Ein Medaillon als Geschenk für die Unterzeichnung des Heiratsvertrages. — Baldige Ankunft der Escadre. — 222. Die Damen des Hofstaates der Erzherzogin. — Die Leuchtkäfer. — Bestellungen bei Thormalben. — 223. Reiseplan. — 224. Nach Livorno. — Insel Elba. — Amerikanisches Admiralschiff. — Ankunft in Lucca. — Rückfahrt nach Florenz. — 225. Vorbereitungen für den Act der Uebergabe. — Anekdote Zichy. — 226. Verspätete Ankunft der Escadre. — 227. Endliche Ankunft derselben. — Metternich's Abreise nach Lucca.

214—221.

#### Metternich an seine Gemalin.

Padoue, ce 10 Juin 1817.

**214.** Je suis arrivé ici, ainsi que je me l'étais proposé, avant-hier au soir.

J'ai toujours cru, et j'en suis sûr maintenant, que l'été est la véritable saison pour la Haute-Italie. Le pays, les villes, en un mot tout se ressemble aussi peu l'hiver et l'été qu'un jardin en Novembre, pendant les brouillards et la boue de cette saison, ne ressemble à ce même jardin au mois de Juin. On ne se fait pas une idée de la beauté du pays; toutes les plantations, tous les arbres qui chez nous souffrent du froid, de la bise et de la poussière, en pleine végétation; tous les champs couverts de fleurs, tous ces tristes petits jardinets de la Brenta remplis de roses et de jasmains, pleins d'orangers en fleur, toutes ces maisons qui avaient un aspect de délabrement, ouvertes et présentant des habitations charmantes; en un mot, tout est beau maintenant. Venise vue en Juin et Venise vue en Décembre sont deux villes différentes; la chaleur y est modérée

par le voisinage de la mer; tous les soirs il s'élève une brise qui rafraîchit et ne refroidit jamais; on a chaud le jour comme chez nous, pendant ces belles journées d'été où il n'y a pas d'apparence d'orage. La place Saint-Marc est remplie de grandes tentes; tout le peuple est dans les rues jusqu'au jour; les cafés se ferment à cinq heures du matin; la Giudecca et le Grand Canal sont couverts de gondoles. Je me suis promené hier dans Venise comme dans une ville des Mille et une Nuits. Les femmes n'ont plus les mains rouges; les nez bleus ont disparu, et la seule vilaine chose que j'aie vue, c'est l'aspect printanier de ces horribles fées que l'on rencontre partout, les cheveux gris flottant au gré du vent, et toutes ayant des bouquets de roses ou même une seule grosse rose attachée sur leur horrible tignasse. Je ne puis m'empêcher de vous envoyer le croquis très-ressemblant de l'une des nymphes des lagunes, qui était coiffée, à la lettre, comme vous le verrez.

Covigliajo, ce 12 Juin.

**215.** Je vous écris, ma chère amie, de notre dernière couchée avant Florence. Le local où je me trouve me rappelle les charmes de beaucoup de nos quartiers généraux dans les Vosges; il y a ici une seule et très-mauvaise maison; Madame l'Archiduchesse a une chambre; moi, une avec Floret; Madame de Khuenburg, un galetas à côté de sa maîtresse, sans portes ni fenêtres; le reste de la suite couche dans les voitures. Je ne sais qui a fait la première disposition du local, mais certes on ne pouvait en choisir un plus mauvais. Nous sommes au milieu des Apennins, et on ne se douterait pas que ce lieu appartient à la belle Italie, si la forêt qui nous entoure n'était une forêt de châtaigniers.

Nous sommes partis hier matin de Padoue et nous avons couché à Ferrare, où nous avons été reçus par trois Cardinaux. Le chemin de Padoue jusqu'à Rovigo est superbe; nous nous sommes arrêtés en route pour voir un beau château (Cattajo) qui appartient au Duc de Modène. Un riche seigneur nommé

Obizzo a eu la fantaisie de le lui léguer par testament, pour constater sa prétention d'avoir appartenu à la maison d'Este. Le lieu est curieux par lui-même et par les belles et nombreuses collections de tout genre que le dernier possesseur y a rassemblées. La route de Rovigo à Lagoscuro, lieu où on passe le Pô, est détestable; on se noie dans la poussière d'une digue étroite pour ne pas se noyer dans le Pô. Ferrare est superbe; il ne lui faudrait que quatre fois plus d'habitants pour être passablement remplie; nous y avons trouvé le Duc de Modène. Le Cardinal Légat nous avait arrangé un concert dans la grande salle de théâtre, ne pouvant nous donner un spectacle qui, faute de spectateurs, n'a lieu que par hasard une ou deux fois l'an. La salle est plus belle que celles de Vienne; elle peut contenir trois mille personnes et ferait honneur à une grande capitale. Nous avons quitté Ferrare ce matin à cinq heures. Le Cardinal Légat de Bologne nous a donné un élégant et très-bon déjeuner à l'Université, lieu célèbre et magnifique. Le directeur de la Bibliothèque est digne de sa place; l'abbé Mezzofanti parle trente langues, et toutes comme s'il était des trente pays. Je l'ai entrepris en allemand, et je défie qu'on ne le prenne pas pour un Saxon. Il n'a jamais quitté Bologne et n'a jamais eu de maître. Je lui ai demandé comment il s'y était pris pour se mettre au fait des inflexions de la langue. „Les inflexions”, m'a-t-il répondu, „ressortent toutes du génie des langues; j'ai su par la grammaire que telle lettre se prononce de telle manière; j'ai lu et compris dans trois mois, j'ai parlé dans six, et depuis j'ai pris de mes conversations avec les Allemands des différents pays ce qui m'a plu. J'en ai fait de même avec toutes les langues; il n'y a que celles des Indes et le chinois qui m'embarrassent un peu, car je n'ai jamais pu causer ni avec un mandarin ni avec un brahmine, de sorte que je ne suis pas bien sûr de m'être élevé au-dessus de la prononciation du vulgaire.” J'ai fait un acte d'humilité intérieure, et je me suis trouvé bien niais à côté du bibliothécaire de Bologne.

Florence, ce 14 Juin.

**216.** Nous sommes ici depuis hier onze heures du matin. Il me serait difficile de vous dire le genre d'impression que Florence doit nécessairement produire sur tout homme qui aime les belles et grandes choses. Tout ce que j'ai vu jusqu'à cette heure surpasse de beaucoup mon attente. Grand Dieu! quels hommes que ceux des temps passés!

J'ai parcouru hier la galerie dans les salons du palais Pitti et l'Académie des beaux-arts, ainsi que la fabrique de Piëtra dura. Aujourd'hui, j'ai vu la grande galerie. J'y retournerai tous les jours que je passerai à Florence. J'avoue que je la trouve préférable, telle qu'elle est, au Musée tel qu'il était. On ne se fait pas une idée de cet immense trésor en toutes choses; le local est magnifique, et surtout parfaitement adapté au sujet; la galerie du palais Pitti est la quintessence du beau, et la grande galerie est belle comme celle du palais. La Vénus de Médicis est infiniment mieux placée qu'elle ne l'était à Paris. Elle est, avec quatre autres statues magnifiques; dans un salon rond, avec le jour d'en haut. Il a y dans cette même salle sept ou huit Raphaëls, plus beaux les uns que les autres. Il y en a un entre autres qui représente la maîtresse du peintre, et qui est inconcevable. Je prétends que le Grand-Duc est l'homme le plus riche de la terre. Tous les monuments laissés ici par Léopold sont dignes des Médicis, plusieurs même les surpassent.

Le pays est magnifique, plus cependant à mon avis comme culture que comme site. La ville est située sur le revers des Apennins, dans un vallon que forme l'Arno. La terre n'est pas très-bonne, et cependant la culture fait de la Toscane l'un des pays les plus productifs du monde. Il serait parfaitement superflu d'essayer de compter les lieux habités que l'on voit de chaque hauteur. Outre des centaines de villes et de villages, il se trouve entre Florence et Pistoie, que l'on voit d'une fenêtre, plus de quatre mille maisons de campagne et habitations isolées répandues et disséminées de toutes parts. Le climat est

divin; il fait une grande chaleur de onze heures à cinq heures. La matinée, la soirée et la nuit sont comme il fera probablement un jour en Paradis.

— Ce 18 Juin.

**217.** J'ai été avant-hier à Pise, et j'en suis revenu hier. Trois ou quatre orages très-violents dans la journée ont un peu gâté l'illumination, qui n'en a pas été moins magnifique. Pise en elle-même est très-curieuse. Il y a trois édifices, l'un à côté de l'autre, qui sont tout ce qu'on peut voir de beau: la cathédrale, la Tour et le Baptistère de Saint-Jean. Un quatrième les surpasse de beaucoup. Les Croisés ont rapporté à leur retour des vaisseaux remplis de terre de la Palestine. Ils en ont rempli un champ, qu'ils ont entouré d'un bâtiment formant un simple corridor spacieux dans lequel ils ont placé leurs tombeaux. Ne pouvant mourir sur la Terre sainte, ils ont voulu être ensevelis dans cette même terre. Le lieu s'appelle le Campo Santo. On n'y enterre plus qu'avec une permission spéciale du Grand-Duc, et il y a plusieurs tombeaux modernes. Les corridors servent maintenant de Musée. On y rassemble tout ce que l'on déterre dans les environs de Pise, et l'exploitation est considérable.

Les dernières nouvelles de Lisbonne nous apprennent que le Gouvernement a envoyé deux vaisseaux, destinés à l'escadre de Madame l'Archiduchesse, pour aller bloquer Fernambuco, et il a très-bien fait. Ceci fera toutefois que la remise sera retardée de trois ou quatre semaines. Je revire donc de bord. J'attends dans deux ou trois jours les premières nouvelles de Rome. Je partirai (si je fais ce voyage), dès leur arrivée, pour cette ville, où je resterai dix à douze jours, et je reviendrai à Florence. J'accompagne Madame l'Archiduchesse à Livourne. Si l'escadre devait tarder au delà du 15 Juillet, je remets l'affaire de la remise à M. d'Eltz, et je serai, ainsi que je vous l'ai dit en partant, du 22 au 24 Juillet à Vienne. Je suppose que l'événement de Fernambuco fera grand bruit à Vienne, et que nos causeurs s'en occuperont comme si cette

ville était entre Purkersdorf et Sieghartskirchen. Il paraît que l'émeute n'a pas fait de progrès, et les mesures pour la réprimer paraissent très-bien prises. L'action n'influe, du reste, pas autrement sur le départ de Madame l'Archiduchesse que par la nécessité d'équiper à la hâte deux nouveaux bâtiments pour la transporter, ou plutôt pour compléter son escadre. Je vous prie de dire ces faits aux trompettes de la bonne ville de Vienne.

Mon voyage ici est au reste un grand et incalculable bonheur. Je n'ai pas d'idée comment la grande crise que cette nouvelle complication prépare se serait passée si je n'étais présent ici et sur les lieux les plus rapprochés possible. Si mes bons amis à Vienne crient pour ou contre mon bonheur, certes je dois avoir la conviction, moi, que je fais ce qui est bien et juste, et surtout dans le moment utile, le seul où de grandes choses peuvent se faire. Ma présence en Italie est d'une influence incalculable sur la marche des affaires; si je pouvais concevoir quelque vanité de ce que le Ciel m'a aidé à faire dans les dernières années, j'aurais droit de la puiser dans le rôle que je joue dans cette intéressante partie de l'Europe. Le Souverain de toute l'Italie ne pourrait pas être accueilli comme je le suis; tout le bon parti, — et il est immense — se serre autour de moi; il m'accorde une confiance entière et n'attend son salut que de moi. Les jacobins se cachent et me regardent comme une verge qui les menace. Si j'ai jamais été inspiré dans un parti que j'ai pris, c'est en me décidant à venir ici, et vous avez été témoin que je l'ai pris en un quart d'heure de temps.

— Ce 20 Juin.

**218.** Hier nous avons passé une soirée charmante, arrangée en tout petit comité chez Madame d'Appony pour y faire chanter la Catalani. Les deux Archiduchesses y sont venues, et toute notre suite. Elle a chanté de manière à rendre folle toute la société. Elle avait toute sa voix, et vous eussiez été en état de béatitude comme nous l'avons tous été. Assurément, si la

Sainte Vierge se mêle aux chœurs des bienheureux, elle doit chanter comme cette femme, qui n'est pas vierge.

Ce n'est que dans deux ou trois jours que je déciderai mon voyage à Rome. Le Saint-Père est toujours si mal qu'il ne peut pas songer aux affaires, et comme ce n'est que pour en faire avec lui que je m'y rendrai, je dépends, grâce à Dieu, de ses facultés bien plus que des miennes.

— Ce 28 Juin.

**219.** Mon voyage à Rome devient non-seulement tous les jours plus problématique, mais il est très-probable que je ne le ferai plus. Le Pape, bien qu'il soit en état d'être transporté de Castel-Gandolfo au Quirinal, ne paraît plus capable de se charger du moindre travail, et comme je n'irai à Rome que pour affaires, je ne m'y rendrai que si je puis remplir mon but.

J'ai fait hier une course charmante. A trois milles de la ville se trouve une montagne sur laquelle était bâtie l'ancienne ville étrusque de Fesulae, maintenant Fiesole. Il y a quelques restes d'antiquités; on voit les murs de l'ancienne ville, qui remonte jusqu'au temps de Porsenna; on découvre dans un champ d'oliviers les restes d'un amphithéâtre, couvert aujourd'hui par des éboulements de terre. Sur un monticule plus élevé sont les restes d'un temple de Bacchus transformé aujourd'hui en chapelle. Il serait difficile de voir un site plus magnifique. Florence avec ses innombrables villas est sous vos pieds; vous découvrez tout le vallon de l'Arno et les vallons qui conduisent à Pistoie et à Volterra. C'est là, dans cette même ville, que Catilina a été défait, et que ce précurseur du „Nain jaune” \*) de notre temps a cessé de menacer jusqu'à l'existence de la République. Beaucoup de souvenirs anciens et modernes se rattachent à ce lieu, comme à tout le sol que l'on foule ici.

Une chose remarquable dans ce pays-ci, c'est le genre de culture qui existe parmi le peuple. Il n'est pas un paysan qui ne parle sa langue avec toute la recherche et toute l'élégance

\*) „Nain jaune” war bekanntlich ein illustriertes Witzblatt von republikanischer Färbung.

d'un académicien de la Crusca. Il est curieux de s'entretenir avec ces braves gens; c'est le langage des salons; point de jargon, pas de ces cris ni de ces élans de voix que l'on entend dans le reste de l'Italie. Un vigneron qui avait l'air d'un demi-nègre m'a servi de cicerone. Cet homme m'a tout raconté et tout expliqué comme pourrait le faire un antiquaire.

Parmi les choses qui m'ont le plus frappé sont les détails de l'église de l'Annunziata, la première qui ait servi de réunion à l'ordre des Servites. Cette église n'est pas très-grande, mais belle et infiniment riche en marbres. Elle possède des tableaux de premier ordre, et on y voit, entre autres choses, comme dans tous les couvents de l'Italie, une cour intérieure entourée d'un corridor ouvert où tous les cintres des entre-colonnements sont peints à fresque par Andrea del Sarto. Il y a là une quarantaine de tableaux qui représentent la fondation de l'ordre, et tous d'une inconcevable beauté de dessin et de composition. C'est également là que se trouve le superbe tableau de la Vierge avec l'Enfant Jésus et saint Marc, qui est gravé de toutes les manières. L'un des cintres représente le triomphe de la Vierge; elle est assise sur un char traîné par un lion et un mouton, idée charmante, si riche et si simple à la fois. Le char est entouré d'anges avec des figures idéales. Ces tableaux ont été payés dans le temps vingt écus pièce. Les individus qui les ont fait exécuter ont eu soin d'y faire peindre leurs armes. Leurs descendants ne doivent assurément pas regretter la dépense. Les fresques sont parfaitement conservées. Dans ce climat rien ne dépérit, quelque exposés au grand air que puissent être les objets. Il suffit d'un bon peintre et d'un toit pour que les tableaux passent à la postérité.

Dans l'église de la Croix se trouvent les monuments des grands hommes. Galilée a un beau tombeau, et la Comtesse d'Albany y a fait élever à Alfieri un superbe monument, exécuté par Canova. C'est une femme colossale, qui représente l'Italie et qui pleure sur sa tombe. Le tout est plus grandiose que beau. Je connais beaucoup de choses de Canova bien mieux conçues,

et qui parlent plus à l'âme. Il y a dans cette église des tableaux magnifiques, entre autres un Jugement dernier par le Bronzino, inconcevable comme exécution. Le Christ, placé sur un tertre, tend la main à des élus qui sortent de la tombe à ses pieds. Le peintre a eu soin de s'y placer avec sa femme et sa fille. Il paraît avoir été sûr de son fait. Si tout ce qui entre en Paradis ressemble aux figures qui sont sur ce tableau, il serait dommage qu'il n'y eût plus ni pinceau ni palette. J'ai vu, je ne me souviens plus dans quel lieu, — à Padoue je crois, — un petit tableau qui m'a frappé par sa belle pensée. Le Christ est placé d'un air triomphateur et simple à la fois, tenant la croix élevée au milieu d'une vaste grotte. C'est l'entrée des Limbes. A la droite du tableau sont les patriarches, pleurant de joie et de respect. Saint Jean-Baptiste appelle à lui une foule d'âmes qui sortent de toutes parts de l'intérieur de la grotte, et leur montre la croix. Il règne dans ce tableau une inspiration qui est magique. Ce n'est plus le Christ souffrant sur la croix, mais le Christ ayant triomphé de la mort, et faisant partager son triomphe aux âmes des justes qu'il fait entrer dans son royaume. L'attente et le bonheur sont également peints sur toutes les figures; le Christ seul est serein, et saint Jean plus inspiré que jamais; on l'entend crier dans l'abîme: „L'heure est venue!”

Je vous ai parlé de peinture; je passe à la sculpture, et à celle qui, sans produire des chefs-d'œuvre, ne laisse pas que d'avoir son mérite. C'est une chose curieuse que de voir les fabriques d'albâtre. Vous commandez un énorme vase aujourd'hui, on vous l'apporte demain. Vous voulez votre buste; un homme vous moule en terre glaise en dix minutes, et dans trois ou quatre jours vous avez le buste en albâtre parfaitement ressemblant. Eltz s'est fait mouler aujourd'hui; un homme a pris une masse de terre, et je vous réponds qu'on ne pense pas plus vite qu'il ne fait la tête, le nez, la bouche, etc. Ce sculpteur, qui n'est pas disciple de Gall, m'a prouvé, sans qu'il s'en soit douté, que la doctrine du docteur

est vraie jusque dans ses moindres applications. Eltz était à peu près fini, mais il y manquait quelque chose: mon homme s'avance d'un pas, et d'une main ferme il enlève au moyen de ses deux pouces quatre ou cinq organes du cerveau, et les flanque sur les mâchoires. Dès ce moment, la ressemblance était frappante.

— Ce 29 Juin.

**220.** Je profite du départ du courrier militaire pour vous prévenir, ma bonne amie, que M. de Maccalon a reçu des nouvelles qui ne laissent plus de doute sur le départ de l'escadre. Si les vents la protègent, elle sera à Livourne vers le 15 Juillet. Ce même courrier lui a apporté trois décorations de l'ordre de Sainte-Elisabeth: l'une pour Madame l'Archiduchesse, l'autre pour notre Impératrice, et la troisième pour vous. Comme le cordon est rose, l'air de la mer a tellement fait disparaître cette nuance tendre que les cordons sont arrivés ici un peu moins que paille. Il en fait faire de nouveaux, et je vous transmettrai votre décoration dès qu'elle sera redevenue rose. Comme vous aimez les pompes de ce monde, vous aurez une bien grande joie de cette nouvelle. Je suis sûr que Léontine<sup>\*)</sup> sera plus charmée que sa maman de ce ruban, et qu'elle aura un beau moment en racontant à sa bonne, daß Mama hat schönes Band. L'ordre, au reste, est superbe. Il ne se donne ordinairement qu'à des Reines ou aux princesses du sang.

Je crois ne vous avoir jamais parlé de mon œil. Il fait ici en un jour les progrès qu'il n'eût point faits en huit à Vienne. J'en suis très-content, ainsi que du médecin, qui commence à faire fureur à Florence. Il sauve tous les jours quatre ou cinq yeux; on est plus arriéré ici dans cet art qu'on ne peut se l'imaginer. Presque tout mal d'yeux un peu grave mène à la cécité, non pas faute de bons yeux, mais par celle des médecins. Jaeger<sup>\*\*)</sup> m'a raconté à ce sujet des faits

<sup>\*)</sup> Tochter des Briefstellers, spätere Gräfin Sándor.

D. S.

<sup>\*\*)</sup> Dr. Friedrich Säger, berühmter Augenarzt in Wien, war langjähriger Hausarzt Metternich's und hat diesen überlebt.

D. S.

surprenants. Figurez-vous qu'ils ne connaissent pas un seul des instruments ni des moyens curatifs adoptés par le monde entier depuis trente à quarante ans. Un autre fait singulier est celui que les pauvres font tout ce qu'ils peuvent pour devenir aveugles, car, ici comme à Rome, ce sont les aveugles seuls qui peuvent exercer la profession de mendiants. Jaeger a proposé à un homme de lui rendre la vue; l'homme lui a demandé s'il se chargerait également de son entretien.

J'ai acheté deux jolies choses: une charmante copie de la Vénus de Canova, et un énorme vase d'albâtre d'un bon marché ridicule. Quand je veux acheter autre chose, on me renvoie à Rome, et comme je n'irai pas, je n'achèterai rien.

Poggio Imperiale, ce 1<sup>er</sup> Juillet.

**221.** Voici votre décoration de l'autre monde, ma chère Laure. Vous aurez uniquement un nouveau cordon; car celui que vous recevez aujourd'hui est devenu hortensia, de rose qu'il devait être, et certes le rose n'a pas besoin de devenir plus tendre que la nature ne l'a déjà fait. Je vous envoie votre décret, avec une traduction en langue française à laquelle Mercy et moi nous sommes amusés hier. La tournure des phrases est tellement originale, que nous avons tâché de la conserver le plus possible. Il faut que vous répondiez à la Reine. La décoration, qui date de 1801, semble remonter, vu sa forme, à l'an 801, c'est-à-dire au temps de Charlemagne.

Le Marquis de Maccalon m'a remis hier, pour la signature du contrat de mariage, un médaillon avec le portrait du Roi entouré de belles pierres, mais si affreusement peint qu'il ne me l'a pas laissé. Le peintre, qui paraît ne pas en être un, a voulu faire sourire Sa Majesté Très-Fidèle. Il lui a tellement ouvert la bouche qu'il s'est vu forcé de faire voir les dents ou la langue. On voit les dents d'en haut comme une grosse boule d'ivoire couchée sur une langue pour le moins aussi épaisse.

Tout me prouve que la flotte doit être rendue en huit à dix jours à Livourne. Nous irons alors, sans plus tarder, nous y établir jusqu'au moment de l'embarquement, et je prendrai ma route par Modène et Parme pour vous revenir et pour me préparer à être grand-papa.

**Metternich an seine Tochter Marie.**

Florence, ce 3 Juillet.

**222.** Voici le temps qui avance bien, ma bonne et chère Marie. Je suis à attendre l'arrivée de cette diable d'escadre comme le Messie, pour être rendu à ma liberté, ou bien pour la reconquérir en remettant la clef de l'hôtel à M. d'Eltz. Tout prouve cependant qu'elle sera ici dans les environs du 10 de ce mois. Nous passerons quatre ou cinq jours libres à Livourne, et puis, vogue la galère! Il paraît que la cour féminine portugaise arrivera, ce qui met très-fort en doute le voyage des dames au Brésil. Parmi ces dames, Madame de Khuenburg est excellente et de la plus agréable société; Madame de Lodron est grande et Madame de \*\*\* laide. Toutes deux sont bonnes. Voilà leurs portraits finis. Le vieux Edling va très-bien. Sa chute l'a blanchi; il n'a plus que les pommettes des joues olivâtres et véritablement brésiliennes. Il a repris son esprit, avec quelques lacunes seulement. Il m'a demandé, par exemple, hier (il était question de Marie-Louise): „N'est-ce pas, elle est à Paris?“ Je lui ai dit: „Mais, mon Dieu, non, elle est à Parme.“ — „C'est vrai,“ me dit Edling, „j'avais oublié que l'Empereur Napoléon avait acheté Parme!“ Vous concevez que je ne lui ai plus rien dit, car je n'aime pas à perdre mes paroles.

Ma santé est très-bonne; j'ai éprouvé de nouveau les perfections de la cuisine de la Cour.

J'ai fait hier soir une promenade charmante. Tout le pays des alentours est une suite de collines plus ou moins hautes. Toutes offrent des points de vue délicieux; toutes sont plantées et trop plantées pour le coup d'œil. Les arbres sont des oliviers,

des figuiers, des bignonias, des catalpas en fleur; tous les jardins, même ceux des paysans, sont remplis d'orangers; les haies se composent principalement de jasmin et d'autres arbustes fleuris; il y a des clématites grosses comme des roses pompons, des grenadiers couverts de fleurs. Les vignes ne sont pas plantées comme de l'autre côté du Pô; on plante un cep à côté d'un arbre et on laisse monter la vigne, qui finit par le couvrir plus ou moins en entier; les grappes ont l'air de tenir à l'arbre. Toutes les plantes ont une odeur double de ce qu'elles ont chez nous, et les gazons, les plantes qui bordent les routes et les chemins, sont tellement aromatiques, que le soir on ne sait plus ce que l'on sent; tout l'air est embaumé. Ce qui prête au charme de la première partie de la nuit, c'est la quantité immense de petits mouchérons luisants que l'on nomme ici „lucciole". Il en vole des milliards sur toutes les places couvertes de gazon et autour des arbres. Leur feu est vif et fort comme celui des étincelles que l'on tire au moyen du briquet. La contrée a donc l'air d'être en feu. La lune de Florence, qui, comme celle de Vienne, vient de passer son plein, y est claire comme elle ne l'est jamais chez nous. L'air est calme à cette heure, à quatorze ou quinze degrés, libre et léger. On conçoit que ce beau climat ait produit beaucoup de peintres et de poètes.

Je viens de commander à Rome deux bas-reliefs de Thorwaldsen. Je les ferai incruster dans les deux panneaux du fond du petit salon à la villa, que je mettrai en stuc. Je vous réponds qu'on viendra les voir.

223—227.

Metternich an seine Gemalin.

Florence, ce 10 Juillet.

**223.** Nous voici, ma chère amie, au 10, et nous ne savons pas encore le jour précis de l'arrivée de la flotte. Voici maintenant mon plan de campagne. Je partirai d'ici le 20, que la remise soit effectuée ou non. Je mettrai huit jours d'ici à Vienne, car je m'arrêterai un jour à Modène, et

Je ne veux voyager que de cinq heures du soir à dix heures du matin et laisser passer les grandes heures de chaleur pendant que je me reposerai et que je dînerai. Je serai par conséquent chez vous du 27 au 29. Je passerai trois jours francs à Vienne, et je repartirai le 4 pour Carlsbad. Si la flotte arrive d'ici au 20, j'effectuerai la remise avant mon départ; sinon, je l'endosserai à Eltz. J'irai probablement après-demain passer vingt-quatre heures à Livourne, pour y inspecter les lieux et régler tout ce qu'il faut pour la cérémonie. Le temps est si calme, que les vaisseaux ne peuvent pas faire beaucoup de chemin; il faut donc compter pour le moins sur trois semaines de navigation et même sur quatre, tandis qu'avec un vent frais on fait la route de Lisbonne à Livourne en quinze ou dix-sept jours tout au plus.

L'Archiduchesse Marie-Louise est ici depuis avant-hier. Nous formons une véritable colonie au Poggio. Il y aurait, au reste, de quoi y loger trois fois plus de monde encore.

Poggio, ce 17 Juillet.

**224.** Je suis parti d'ici le 14, à six heures du soir, avec MM. d'Appony et de Maccalon, le fidèle Floret, l'aimable Hudelist et le prince Jablonsky, qui venait d'arriver de Naples. Nous étions cinq carrossées. Nous sommes arrivés à trois heures du matin à Livourne. Comme nous avons tous le talent de dormir en voiture, aucun de nous n'avait envie de se coucher. Il faisait beau, frais, et nous avons la perspective d'une journée très-chaude. Nous nous sommes donc décidés à aller voir le port et tout ce qui devait nous exposer au grand soleil. Nous avons débuté par monter sur le beau phare qui est au bout du nouveau môle. Nous y avons vu les premiers rayons du soleil dorer les rochers de l'île de Gorgone, de Capraja, de la Corse et de l'île d'Elbe. A deux milles en mer se trouvaient l'escadre américaine qui a quitté aujourd'hui la rade de Livourne, deux frégates napolitaines et un brick que le Dey d'Alger vient d'acheter à Livourne pour venir enlever, d'ici peu, les sujets

toscans en pleine mer. Le coup d'œil était magnifique. Gorgone est à peu près à quinze milles de distance: ce n'est qu'un grand rocher habité par des pêcheurs et une faible garnison toscane. Capraja et le cap Corse se noyaient dans la clarté du matin de manière à pouvoir distinguer chaque vallon; on distingue fort bien l'île d'Elbe, mais Porto-Ferraïo est trop à fleur d'eau pour qu'à cette distance on puisse l'apercevoir. Je n'ai pu voir cette île sans penser à mon réveil forcé le 5 Mars 1815, par suite de la nouvelle du départ de Napoléon. Après avoir parcouru toute la partie du port, nous sommes rentrés chez nous. Chacun de nous a pris quelques heures de repos; à midi, nous avons couru les boutiques, dont celle de Micheli est la plus belle et, sans contredit, la seule de son espèce dans le monde. C'est là que se vendent les plus beaux albâtres et des marbres magnifiques. On ne peut plus voir ceux de Pisani quand on a examiné tout ce qui sort de la fabrique de Livourne. J'ai acheté plusieurs choses charmantes à des prix inconcevables, vu leur travail. J'ai visité les lieux où s'effectuera la remise de l'Archiduchesse. Nous avons dîné à la première auberge, qui ne répond pas à ce titre, et à six heures du soir nous nous sommes embarqués pour faire une visite au commodore américain. Pour éviter les coups de canon, je ne me suis pas fait annoncer, et je suis resté à bord jusqu'après le coucher du soleil, où on ne salue plus. Le vaisseau-amiral est de quatre-vingt-quatre canons et l'un des plus beaux vaisseaux que j'aie jamais vus. Les Américains, qui entrent en forte rivalité avec les Anglais, ont dû leurs succès dans la dernière guerre à la nouvelle construction de leurs vaisseaux de ligne jusqu'au port de quatre-vingt-dix canons. Ils sont construits en frégates sans gaillards; ils sont fins voiliers comme les frégates et peuvent par conséquent atteindre celles-ci, qui ne dépassent pas en Angleterre la force de quarante-huit canons. Ils évitent avec la même facilité des vaisseaux de ligne d'un port supérieur au leur. Le commodore nous a reçus avec beaucoup de distinction; il a fait mettre sur-le-champ tout l'équipage sous les armes, et il

m'a montré son vaisseau jusque dans les plus petits détails. Il est d'une tenue et d'une propreté admirables; je ne sais si sous ce rapport il ne surpasse pas même les vaisseaux anglais; d'un autre côté, la tenue des équipages ne vaut pas celle de ces derniers. Le commodore est grand amateur de beaux-arts et de belles bêtes. Il a dans sa cabine des tableaux, entre autres une copie du portrait du Pape Jules II d'après Raphaël, et dans les entre-ponts et sur le tillac, des gazelles d'Afrique et un gros ours du Canada. Dans l'entre-pont, où mangent les équipages, il y a sur chaque table une pyramide de seaux extrêmement propres qui contiennent la boisson pour ces mêmes équipages et une Bible distribuée par la Société biblique de Boston. La maladie biblique a gagné les deux hémisphères. Après avoir quitté la flotte, nous avons de nouveau couru les boutiques, que les principaux marchands avaient en soin de faire particulièrement illuminer. Nous nous sommes couchés à onze heures, et à six heures nous étions en voiture pour aller à Lucques. Livourne est une belle ville, ou plutôt elle a une belle place et une belle rue. Il y a cohue dans cette rue, et elle ressemble à un marché fort couru. J'ai vu la synagogue, la plus belle de l'Italie (il y a à Livourne douze mille Juifs, qui y jouissent de grands privilèges). J'aurais voulu aller visiter le Lazaret de la quarantaine; je n'en ai pas trouvé le moment.

Je suis arrivé à Lucques à midi. La ville est vieille et rien moins que belle; le pays est un des plus charmants que l'on puisse voir. Lucques est située dans une petite plaine, au milieu de hautes montagnes belles de formes et riches en végétation. Les oliviers les couvrent jusqu'au sommet. Le pays n'est point entrecoupé comme dans d'autres parties de l'Italie, et le sol est excellent. A deux heures, je suis allé à Saltocchio, villa qui a appartenu à M. Canamy, qui était l'écuyer de Madame Élisabeth, et pour cause; elle est charmante. A deux mille pas de là est Marlia, lieu véritablement divin, que Madame Élisabeth a fait bâtir et planter. La maison rappelle les châteaux les

plus confortables de France. Le jardin est planté à l'anglaise et l'est à merveille: il est grand et offre un aspect peu commun, peut-être même unique dans son genre, car je ne connais pas d'autre jardin à l'anglaise en deçà des Alpes, planté avec un luxe pareil d'arbres et de fleurs exotiques; il y a, par exemple, des bosquets entiers de magnolias. Le climat de Lucques est infiniment plus doux que celui de Florence; il y a moins d'excès de chaleur pendant l'été, et jamais de froid au delà d'un ou deux degrés au-dessous de zéro durant l'hiver, de sorte que les plantes délicates y prospèrent en plein air. Après notre tournée dans les jardins, nous avons dîné à Marlia, où j'avais invité les premiers personnages de Lucques. Nous nous sommes mis en route à six heures du soir, et nous étions rendus à Florence à minuit. On ne peut employer ni mieux ni plus agréablement deux journées.

Florence, ce 12 Juillet.

**225.** J'irai demain à Livourne. Je vais y préparer l'arrivée de ma Princesse; je partirai d'ici demain à six heures du soir. Je serai à Livourne à une ou deux heures du matin, j'y resterai la journée du 14. Je partirai de Livourne le 15, à deux heures du matin; je serai au point du jour à Pise, que j'ai vue; j'irai au haras de chameaux du Grand-Duc, établissement unique dans son genre en Europe; de là aux bains de Pise, et je dînerai à Lucques, où je passerai le reste du jour. Le 15 au matin, je serai de retour au Poggio, ce qui fera que j'aurai beaucoup vu en peu de temps. L'escadre portugaise doit, d'après des lettres de Lisbonne du 10 Juin, avoir quitté ce port le 18 ou le 22, ce qui fait qu'elle peut être rendue à Livourne à toute heure. Je serai charmé si elle y arrive tout juste le 14.

Voici une anecdote charmante de Charles Zichy fils. Il était le printemps dernier à Parme. L'Archiduchesse l'invita à dîner. Un fameux improvisateur, Gricci, devait donner une représentation au sortir de table. Zichy arrive le premier, — et pour cause; — après lui, le Cardinal-Archevêque de Parme. Ces

deux messieurs tournent toujours l'un autour de l'autre sans se connaître. Zichy cependant, devinant au moyen des bas rouges du Cardinal qu'il doit être plus que lui, finit par rompre la glace, et se présente lui-même en disant au Cardinal: „Io sono Zichy." Le Cardinal de se confondre en compliments, et voulant l'embrasser: „Signor Gricci, ah! signor Gricci, che piacere, che reputazione, che talento; avremmo il piacere di sentirla, d'ammirarla." Zichy, charmé de voir que son nom produit un effet aussi immense, pressé par le vieux Cardinal de lui donner un petit échantillon de son savoir-faire pour charmer leur ennui commun, se débat, ne parle que de ses faibles mérites, de ses services, de la Chambre, de tout ce qu'il a fait depuis vingt ans sans avancement! Ce n'est que l'arrivée de Marie-Louise qui a mis fin à la scène. C'est elle-même qui m'a raconté aujourd'hui l'histoire.

— Ce 23 Juillet.

**226.** L'homme propose, chère amie, et Dieu dispose! Voilà cette diable de flotte qui arrive tout juste huit jours trop tard. Un courrier arrivé ici hier de Lisbonne, en quatorze jours, nous informe qu'elle a mis à la voile le 6 de ce mois. Elle peut arriver demain, après-demain, comme dans huit ou quinze jours, selon qu'elle aura le vent. Il est probable qu'elle ne mettra pas plus de trois semaines à faire la route, et elle sera dans ce cas du 27 au 29 à Livourne. L'embarquement de l'Archiduchesse ne peut pas avoir lieu avant sept ou huit jours après son entrée en rade; il faut laisser passer trois à cinq jours pour le ravitaillement et l'embarquement des effets. Je vous ai mandé dernièrement que si je n'avais point de nouvelles le 22, je partirais le 25. Aujourd'hui, je n'en vois pas la possibilité. Ce ne sont pas les cérémonies qui pourraient me retenir, autrement que par un simple motif de décence, mais les affaires. Il faut que je voie le commissaire portugais, et je ne puis pas m'en dispenser, parce qu'il a des commissions pour moi, et ne pas les attendre au moment même de l'arrivée serait, sinon impossible, du moins très-difficile.

— Ce 26 Juillet.

**227.** La bienheureuse escadre vient enfin de mouiller à Livourne. Elle a été signalée et reconnue hier à midi, à la distance de vingt milles. Elle est entrée en rade à deux heures et demie.

D'après mes calculs, il lui faudra dix ou douze jours pour se ravitailler. Je pars, en conséquence, encore aujourd'hui pour les bains de Lucques, où je serai ce soir à dix heures. Je commencerai ma cure demain, et je ne l'interromprai que pendant les deux jours que je passerai à Livourne pour finir ma besogne. Ces jours dépendront de la question préalable du ravitaillement des vaisseaux portugais.

### In den Bädern von Lucca.

Auszüge aus Privatbriefen Metternich's an seine Familie vom 28. Juli bis 29. August 1817.

228. Beschreibung von Lucca. — 229. Viele Gäste. — 230. Besuch bei der Erzherzogin in Livorno. — Ankunft des englischen Admirals Penrose. — Beschreibung der portugiesischen Schiffe. — 231. Uebergangs-Act. — Abschied. — 232. Das Schiff der Erzherzogin lichtet die Segel. — Marie Louise. — 233. Metternich's Abreise von Lucca.

228—233.

### Metternich an seine Gemalin.

Bains de Lucques, ce 28 Juillet 1817.

**228.** Je suis ici dans le plus charmant endroit du monde. La route de Lucques aux Eaux traverse le vallon le plus pittoresque qu'on puisse voir. Les montagnes qui le bordent sont hautes comme les Alpes de la Styrie. (J'en excepte les cimes, couvertes d'une neige éternelle.) Un torrent majestueux le traverse, et la plus belle route qu'il soit possible de voir nous mène, à la distance de quinze milles, aux Bains et aux Eaux. J'habite dans la partie que l'on nomme villa de Bagni, une maison qu'Élisa a fait bâtir ou plutôt arranger pour elle; c'est vous dire qu'elle est confortable et bien située. J'ai un bain dans la maison même et les eaux pour boire à côté. A un mille de là sont les bagni caldi; on s'y fait porter en chaise quand on veut: c'est un

spectacle curieux que celui de la quantité de chaises ouvertes ou fermées qui traversent un grand bois de châtaigniers et une montagne très-roide. Je ne peux comparer les sites qu'à ceux de la Styrie; ajoutez-y la végétation de l'Italie, et vous embellirez beaucoup le tableau. L'air est excellent; il ne fait ni trop chaud ni trop froid; les établissements pour les bains sont très-bien entendus et exécutés avec luxe; tout ce qui chez nous serait en bois est ici du plus beau marbre de Carrare.

Les nouvelles que je viens de recevoir de Livourne ne me laissent guère supposer que l'embarquement puisse avoir lieu avant le 15 Août. Tout me prouve aujourd'hui que les Portugais sont les gens du monde les plus lents. Les vaisseaux ont besoin d'une foule de choses que le gouvernement de Lisbonne n'a pas eu le temps de se procurer, vu qu'il n'a eu que huit mois de temps devant lui. L'amiral demande dix jours pour se ravitailler; je lui en accorde vingt, ce qui nous mène au 15 Août. Si tel est le cas, je tâcherai de finir mes eaux avant de quitter Livourne, et je partirai de ce port droit pour Vienne. Si l'amiral est, contre mon attente, plus expéditif, je mettrai un intervalle de deux jours dans ma cure.

B. di Lucca, ce 2 Août.

**229.** Ma maison est remplie d'étrangers: j'ai aujourd'hui chez moi MM. de Maccalon, de Navarro et de Mello; Wallmoden et son frère, et d'Aspre; Louis Kaunitz et Golowkin; l'abbé Jüstel et deux peintres. Aussi ai-je été obligé de prendre une autre maison pour loger tout ce qui ne trouve plus de place dans mon palais. Tout ce monde est enchanté du lieu; ils prétendent tous que rien n'est plus joli, et je suis du même avis. Je trouve que l'existence d'un prince de Lucques est sans contredit l'une des plus heureuses et des plus à envier. Ce petit pays a tout et rien de trop; il renferme une ville, un château de plaisance, un bain, un port de mer, un lac, une rivière, etc. Vous voyez que l'embaras des richesses n'est pas excessif, que celui du choix ne saurait se présenter; en un mot, que l'ambition et les jouissances ne pouvant jamais

porter que sur un objet, la première doit toujours être bornée et que les secondes tournent en constance.

Livourne, ce 10 Août.

**230.** Je suis arrivé ici à huit heures du soir. J'y ai trouvé toutes les Cours et quatre mille étrangers. J'ai été voir ma Princesse et je suis allé avec elle au spectacle. La salle est magnifique, pas beaucoup plus petite que la Scala, et à cinq rangs de loges. On nous a donné les *Orazi* de Cimarosa, opéra superbe, mais malheureusement chanté par les horribles Allemandes de la Pergola de Florence, contre lesquelles j'ai déjà exprimé mon courroux lors de mon arrivée dans cette ville. J'ai retrouvé, ajoutée à la troupe, la deuxième danseuse envoyée de Milan.

Je rentre dans ce moment, et je vous écris. La remise se fera après-demain et l'embarquement le jour d'après. Les vaisseaux mettront à la voile le même jour. Je vous donnerai des détails sur ces vaisseaux dès que je les aurai vus. L'amiral Penrose est arrivé ici aujourd'hui, sur un vaisseau de soixante-quatorze. Nous avons donc toute une flottille de différentes nations, ce qui embellira la fête par le nombre des coups de canon. Les Portugais assurent qu'ils livreront leur Princesse à leur Prince en quarante ou quarante-cinq jours, à compter du passage du détroit.

— Ce 11 Août.

J'ai été ce matin sur les vaisseaux portugais. Ils sont beaux. Le *Jean VI* est percé pour quatre-vingt-dix canons; il n'en porte que trente-six, car partout où il devrait y en avoir un au delà de ce nombre, on a fait une cabine pour quelqu'une des dames de différents calibres que nous envoyons au Brésil. L'appartement de Madame l'Archiduchesse est aussi soigné que possible; il est spacieux et meublé avec beaucoup de luxe. Elle a une très-grande et belle salle à manger, un beau salon, une chambre à coucher, un cabinet de toilette et un bain. Outre cela, on a placé sur le pont une très-vaste tente, qui renfermerait facilement trois cents personnes. Le *Saint-*

Sébastien est de même force, et Eltz se trouvera par conséquent logé comme s'il était ambassadeur de Neptune lui-même. On ne peut se figurer ce que ces vaisseaux renfermeront de monde; outre les dames autrichiennes, il y a la Cour portugaise, c'est-à-dire trois charges de Cour; chacun de ces Messieurs a sa femme et ses enfants avec lui, et ils ont tous une nombreuse postérité; le Grand-Maître, Castel-Melhor, en a cinq. Le père, la mère et les enfants n'ont fait que mettre le cœur sur le carreau depuis Lisbonne jusqu'ici. On a triplé le nombre des officiers de tout grade. Comptez par-dessus tout cela une quantité considérable de vaches, de veaux, de cochons, de brebis, quatre mille poulets, quelques centaines de canards et pour le moins quatre à cinq cents canaris et grands et petits oiseaux du Brésil, et vous devrez concevoir que l'arche de feu Noé n'était qu'un jeu d'enfant en comparaison du Jean VI. Que Dieu garde ce monde voguant de faire naufrage! L'amiral promet bien le contraire; il s'engage à arriver du détroit en trente-cinq ou quarante jours; vous voyez que les Portugais savent aussi être prompts.

— Ce 12 Août.

**231.** J'ai fini aujourd'hui ma cérémonie et, con brio, je m'en flatte. L'acte de la remise a été très-beau et très-solennel. On s'est réuni à onze heures, et un quart d'heure après, la cérémonie a commencé. Elle a duré une grande demi-heure, et M. de Castel-Melhor a reçu sa Princesse royale de ma main, indigne dès ce moment de toucher la sienne, que les Portugais, hommes et dames, baisent toujours en mettant un genou en terre. A deux heures, nous avons eu un grand dîner qui, par parenthèse, n'a pas fait honneur au cuisinier de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique. A quatre heures, nous sommes allés tous faire une visite à l'amiral Penrose sur l'Albion, superbe vaisseau de soixante-quatorze. L'amiral a donné un très-beau goûter aux Archiduchesses et au Grand-Duc. On a tiré force coups de canon, et le spectacle était très-beau, vu le nombre immense de barques qui ont accompagné le bateau du Grand-

Duc, sur lequel étaient les Princes et les premiers personnages. Tous les vaisseaux de guerre ont rendu le salut royal, ce qui est toujours, à mon avis, l'un des plus beaux spectacles que l'industrie humaine ait inventés. A six heures, nous avons conduit le Prince de Salerne et Mgr l'Archiduc à bord de leur frégate, et nous les y avons laissés. Ils partiront cette nuit avec le vent de terre pour Naples.

Ce même Albion s'est fortement battu devant Alger. Le vaisseau ne s'en ressent plus, mais il y a nombre d'hommes à bord qui ont un bras de moins, entre autres, le gendre de l'amiral, qui commande la troupe du vaisseau.

— Ce 13 Août.

Aujourd'hui, à quatre heures, j'ai conduit Madame l'Archiduchesse à son bord. Nous nous sommes embarqués sur la grande barque du Jean VI. Nous avons traversé le port en étant salués par toutes les batteries de la forteresse, et avec un concours immense de spectateurs. Nous avons mis une demi-heure à rejoindre le vaisseau, que Madame l'Archiduchesse a vu pour la première fois. Elle a trouvé son appartement très-beau, et elle a raison: il eût été difficile de l'orner avec plus d'élégance. Toutes les dames à son bord sont très-bien logées; le reste du monde, comme il peut. A six heures, Madame l'Archiduchesse Marie-Louise est venue nous rejoindre, ce qui a fait recommencer les coups de canon. La mer était couverte de barques, et le plus beau temps a favorisé la fête. A la nuit, les deux vaisseaux portugais ont été illuminés. Leurs feux se dessinaient à merveille sur une mer calme et plane comme une glace. A dix heures, le vent commençant à devenir fort et la mer grossissant beaucoup, nous nous sommes rembarqués sur notre frêle bâtiment, et nous sommes rentrés dans le port.

La mer ayant été bonne toute la soirée, personne de la suite de la Princesse n'a été malade, excepté l'une de ses femmes de chambre, que nous ne pourrions probablement point laisser la suivre. Le vent est contraire, les immenses quantités d'effets et de ballots doivent être rangés et mis en ordre, de

sorte que l'escadre ne mettra pas à la voile avant vingt-quatre heures. Je retournerai demain à bord, et je partirai à trois heures pour mes bains. Avant de monter en voiture, je vous écrirai encore un mot. La seule personne à plaindre à bord, c'est Madame de Lodron. Elle ne peut se tenir debout que dans les interstices des poutres qui forment le plafond des cabinets. Son lit est trop court, de sorte qu'il serait difficile qu'elle n'arrivât pas courbée par les circonstances, faute de l'être par l'âge, au Brésil. Jugez de ce qu'elle sera au retour.

Bains de Lucques, ce 16 Août.

**232.** J'ai pris congé de mon Archiduchesse. L'escadre a mis à la voile hier matin, à cinq heures et demie; avant dix heures on l'avait perdue de vue: voilà donc nos pauvres dames livrées à leur destinée. Marie-Louise est partie hier de Livourne après le départ de sa sœur. Elle est arrivée ici à midi; elle a dîné chez moi et est allée se coucher à Marlia, d'où elle est repartie ce matin par la route de Pontremoli, qu'elle veut inspecter, parce qu'on va la construire à travers une grande partie de son Duché. Une route qui n'est que sur le papier n'est pas commode pour les voyageurs; aussi aura-t-elle plus de cinquante milles à faire à cheval. J'irai un de ces jours par Sarzana au golfe de la Spezia. Il faut trente heures pour cette excursion, qui aura pour moi un intérêt d'affaires et de curiosité; le premier, de voir le tracé de cette même route, qui est d'une importance très-grande pour nous, et le second, de voir en passant les carrières de Carrare. J'irai coucher à Massa, et le lendemain je serai de retour ici; je choisirai à cet effet une de ces journées d'inter-rptions commandées dans toute cure.

Aux Eaux de Lucques, ce 29 Août.

**233.** Je partirai d'ici demain matin; je coucherai à Massa après avoir vu Carrare dans la journée. Après-demain, 31, je partirai de grand matin pour Lerici, où je verrai le golfe de la

Spezia, puis je reviendrai dîner à Massa et coucher à Pistoie. Le 1<sup>er</sup>, j'irai à Modène. Le 2, je coucherai à Parme, où je resterai le 3. Le 4, je vais jusqu'à Vérone, où j'ai un rendez-vous d'affaires avec Saurau et Goëss. A Vérone, je me déciderai, selon le temps, pour la route de Bozen ou pour celle de Ponteba; je pourrai de là également vous prévenir du jour précis de mon arrivée, qui ne sera pas avant le 11 et pas plus tard que le 12 Septembre.

Mon séjour ici a eu les meilleurs résultats pour toutes les affaires qui m'ont amené en Italie, et pour celles que je n'y avais pas attendues, mais qui se sont présentées par le fait de mon séjour. Je ne regrette rien dans tout mon changement de projets, bien involontaire et très-heureux comme résultat. Je quitte un petit pays fort intéressant sous tous les rapports, et d'où j'emporte un souvenir bien doux à mon cœur. J'ai eu le bonheur d'y réparer beaucoup de fautes et de sottises, et j'ai empêché qu'on en commette de nouvelles dans un avenir plus ou moins prochain, ce qui est très-important pour un pays qui va passer sous un autre gouvernement. J'ai eu de nouveau la conviction que l'on ne fait bien que ce que l'on fait soi-même, et qu'il faudrait être partout pour bien faire.

Ma société se disperse dans toutes les parties de l'Europe. Golowkin est parti ce matin pour sa retraite en Suisse. Wallmoden est revenu ici de Livourne hier. Il partira demain pour Florence, afin de passer en revue les troupes qui y défilent de Naples. Kaunitz m'accompagnera au golfe, et nous nous quitterons après-demain à Lucques.

Voilà le résumé exact de mes faits et gestes. Je quitte ces lieux avec de véritables regrets, mais je vais vous retrouver avec infiniment plus de plaisir que je n'éprouverai de peine; le compte se trouve ainsi soldé en ma faveur. Il faut avoir vu ce pays pour savoir qu'il en existe un pareil, et cette conviction est une véritable consolation.

---

## Beendigung der Badecur in Lucca.

234. Metternich an Kaiser Franz (Vortrag) Lucca, 29. August 1817.

**234.** Nach meiner nun gänzlich beendigten hiesigen Brunnencur, welche für meine Gesundheit bisher die gedeihlichsten Folgen hatte, werde ich morgen meine Rückreise nach Wien antreten.

Mein erstes Geschäft nach meiner Rückkunft dajelbst wird sein, Allerhöchstderselben Rechenschaft über meine gesammte italienische Reise in Beziehung auf Rom, Neapel, Florenz und Lucca zu geben (Nr. 245). Ich habe die Beruhigung, weder Zeit noch Gelegenheit versäumt zu haben, Eurer Majestät Dienst in aufgeklärten Wegen befördert zu haben. Es bleibt mir nur heute Allerhöchstderselben meinen unterthänigsten Dank für die Gnade abzustatten, mit welcher Eure Majestät mir zu gönnen geruhten, daß ich meiner Gesundheit hier vier ganze Wochen widmen konnte, welche mich neuerdings in die Lage setzen wird, Eurer Majestät nach Kräften und mit den Allerhöchstderselben längst bekannten Gefühlen der ausgedehntesten persönlichen Anhänglichkeit zu dienen.

Metternich m. p.

Mit Vergnügen ersehe ich, daß Ihnen die Bäder von Lucca gut angeschlagen haben und nehme das Uebrige zur Nachricht.

Fogaras, 12. September 1817.

Franz m. p.

## Besuch an den Höfen von Modena und Parma.

Auszüge aus Privatbriefen Metternich's an seine Familie vom 2. bis 9. September 1817.

235. Aus Modena. — Massa und Carrara. — Klima-Unterschiede. — 236. Aus Mantua. — Besuch bei Marie Louise in Parma. — 237. Aus Verona.

235—237.

Metternich an seine Gemalin.

Modène, ce 2 Septembre.

**235.** Je suis arrivé ici, ma chère amie, après avoir fait le plus charmant voyage possible. J'ai quitté, ainsi que je vous l'avais annoncé, les bains de Lueques le 30 au matin. Je suis arrivé le même jour, à deux heures, à Massa. Après

une demi-heure de repos, je suis allé à Carrare, et je suis revenu coucher à Massa.

La route de Lucques à Massa est charmante. Après être arrivé sur la cime des hautes montagnes qui forment le bassin de Lucques, on découvre une superbe plaine d'à peu près trois ou quatre lieues de large, et l'immense plage de la Méditerranée. On a le port de Viareggio à ses pieds, et on est, quand il fait clair, en face de la Corse. Le temps était superbe. Massa est une petite ville très-bien bâtie; le château est grand et très-bien arrangé; de mon lit j'avais une vue sans bornes. La route de Massa à Carrare est de nouvelle construction; elle est belle, et vous quittez le plus beau pays pour vous enfoncer dans un fond sauvage, et non moins beau, parce que tout le coup d'œil est neuf. Vous arrivez à Carrare, et si vous ne saviez pas où vous vous trouvez, vous le liriez sur chaque pavé. La plus mauvaise pierre du pays est du beau marbre. Les maisons des pauvres sont en marbre gris ou blanc veiné. Les habitants sont pour la plupart aisés, car chacun trouve de l'emploi dans les nombreux établissements de sculpture. Il y a pour le moins trente ateliers plus ou moins grands, dans lesquels on voit tout ce que l'on peut désirer. Les premiers sculpteurs romains font travailler leurs statues à Carrare; on y fait le choix des blocs, on les met en œuvre, et ils les finissent ensuite dans leurs ateliers, à Rome. D'autres viennent s'établir eux-mêmes pour plusieurs mois à la source des marbres. J'ai trouvé là Rauch et Tieck, deux Prussiens de beaucoup de talent, qui travaillent à de très-beaux ouvrages pour le Roi. Rauch fait entre autres, dans ce moment même, une copie du mausolée de la Reine. Après avoir tout vu, je suis retourné à Massa. Le lendemain, à six heures, je suis parti pour Lericci. Le spectacle que vous avez sous les yeux au moment où vous arrivez sur la cime des montagnes et où vous découvrez le golfe de la Spezia exactement sous vos pieds, est de la plus grande beauté. Je me suis embarqué à Lericci; j'ai traversé le golfe jusqu'à Porto-Venere; de là, j'ai fait une course dans le golfe même, pour le visiter dans toutes ses parties,

et j'étais de retour à Massa à quatre heures. J'y ai diné, et je suis allé coucher à Lucques. Hier, j'ai couché dans un maudit lieu nommé Paulo, dans les Apennins, où l'Archiduc a eu la bonté de m'envoyer une cuisinière et un service qui assurément n'y furent pas de trop. Je suis arrivé ici ce matin, à onze heures, et j'ai passé la journée à voir le peu de choses curieuses qu'offre Modène.

Un fait qui me frappe, c'est la différence extrême qu'offre le climat de la Toscane avec celui d'en deçà les Apennins. On m'avait dit souvent que la véritable Italie ne commence qu'au versant sud de cette chaîne de montagnes; on a parfaitement raison. Je retrouve ici la Lombardie et la Vénétie, tandis que la Toscane est tout autre. Les plantes véritablement du Midi ont cessé ici. Le fait est surtout frappant quand on vient de Lucques et surtout de Massa. Lucques est plus méridionale que la Toscane même, et Massa est comme la Sicile. La côte étant étroite et les montagnes servant de réverbères, il ne gèle et même il ne neige jamais à Massa. L'orange y vient en abondance et en pleine terre. Toutes les plantes grasses peuvent y être acclimatées.

Mantoue, ce 5 Septembre.

**236.** Je suis arrivé ici ce soir à neuf heures, et je compte repartir demain à midi, pour aller coucher à Vérone, où m'attendent les Gouverneurs de Milan et de Venise.

Je viens de passer près de deux jours à Parme, c'est-à-dire que j'y suis arrivé le 3, à sept heures du soir, et je suis parti aujourd'hui à midi pour Colorno; où Madame l'Archiduchesse m'a donné à dîner. Son établissement est on ne peut plus confortable; sa cour est montée à merveille, et il n'y a rien de trop ni de trop peu. Parme offre en elle-même une quantité d'objets curieux. Cette ville est le berceau du Corrège. Les salles et les murs sont couverts de ses chefs-d'œuvre; il est pour Parme ce que Jules Romain est pour Mantoue. On ne saurait se figurer rien de plus enchanteur que tout ce qu'il a légué à des siècles malheureux de ne pouvoir l'imiter et heureux de pouvoir l'admirer.

Vérone, ce 6, dix heures du soir.

**237.** J'ai vu ce matin à Mantoue tout ce qu'il y a à voir et même ce qui ne mérite pas la peine d'être vu. Je suis arrivé ici à trois heures. J'ai visité à Vérone tout ce que mon malheureux œil m'avait empêché de connaître en 1816, et je pars dans une heure pour aller coucher demain à Bozen, qui est à douze postes d'ici.

J'écris par le présent courrier à Pepi\*), à Klagenfurt, où je serai le 10. Vous recevrez de mes nouvelles de cette ville par le courrier qui commande mes chevaux, et qui arrivera pour le moins quinze à seize heures avant moi.

Je fais des vœux pour vous retrouver tous en bonne santé. J'en forme particulièrement pour la pauvre petite\*\*), mais je suis loin de me flatter de la trouver guérie. Pourvu que je la trouve mieux!

Adieu. J'ai encore à expédier Saurau, Goëss, et pour le moins vingt personnes qui sont dans mon antichambre. Mes voyages ont cessé d'être un plaisir. Je suis toujours obsédé par les honneurs, et par conséquent par les sécatures de toute espèce.

## Das Sectenwesen in Mittel-Europa.

238. Metternich an Lebzeltern in Petersburg (D.) Florenz, 28. Juni 1817.

**238.** Un objet digne de fixer aujourd'hui l'attention des Cabinets, c'est le progrès des sectes qui commencent à menacer le repos de plusieurs parties et surtout du centre de l'Europe.

L'esprit humain se plaît ordinairement dans les extrêmes; un siècle d'irréligion, un siècle dans lequel de prétendus philosophes et leurs fausses doctrines ont tendu à remplacer tout ce que la sagesse humaine a reconnu être lié intimement à des principes de morale éternels, a dû nécessairement être

\*) Graf Josef Esterházy, nachmaliger Schwiegersohn Metternich's. D. H.

\*\*) Prinzessin Hermine, noch lebende Tochter des Brieftellers. D. H.

suivi d'une époque de réaction morale et religieuse. Or tout esprit de réaction est nécessairement faux et injuste, et il n'est donné qu'aux hommes sages, et par conséquent forts, de ne jamais être ni la dupe des faux philosophes ni le jouet des faux religieux. S'il pouvait y avoir un doute sur la liaison intime qui existe entre le monde moral et le monde matériel, les preuves, s'en trouveraient dans la marche et dans les progrès que font certaines maladies de l'esprit qui présentent tous les symptômes de véritables épidémies. Il y a longtemps que la secte des méthodistes fait des progrès en Angleterre et en Amérique; cette secte, en suivant les errements de toutes les autres, commence à étendre son prosélytisme sur d'autres parties de l'Europe. Il y a aujourd'hui, surtout dans la Haute-Allemagne et en Suisse, des centaines de mille d'individus moralement affectés de mysticisme. Le Royaume de Wurtemberg, le Grand-Duché de Bade renferment une population entière, fanatisée au point d'abandonner tous les biens de ce monde pour chercher son existence et son salut dans des lieux saints, qu'elle regarde comme devant la préparer à la vie future. Il est en Souabe des familles qui s'éteignent, des jeunes gens qui se flétrissent si on ne leur permet pas l'émigration soit en Palestine, soit dans des lieux incultes, où, vu leur éloignement de la société et de la perversité du siècle, ils puissent se constituer sous un gouvernement théocratique plus ou moins semblable à celui des Juifs après la sortie d'Égypte. Il est de ces sectaires qui n'ont qu'un but purement et exclusivement moral et religieux; on aperçoit chez d'autres de fortes nuances d'une maladie politique, et comme le jacobinisme même, quelque extrême qu'il soit, admet encore des extrêmes, plusieurs des sectes veulent asseoir leur nouvelle société sur les principes de la loi agraire.

Vous avez appris dans le temps, Monsieur le Baron, les écarts auxquels se sont livrés les soi-disant Poeschlianer en Haute-Autriche. On vient de découvrir dans le pays de Würzburg une ramification assez étendue de cette même secte, qui a vu

des jeunes gens et surtout des jeunes filles se vouer aux plus affreux tourments et à la mort, sans autre but que de se rendre dignes du Paradis. Il existe en Souabe des indépendants, secte religieuse et politique qui ne rêve que la loi agraire, des théocrates qui veulent la loi de Moïse, enfin plusieurs autres associations plus fanatisées les unes que les autres.

Vous avez vu sans doute dans les gazettes de Suisse, et principalement dans celle d'Aarau, des publications auxquelles les Gouvernements se sont vus forcés d'avoir recours contre les prédications de Madame de Krüdener; la tendance de cette femme est plus dangereuse que toutes les autres, parce que ses prédications ont toutes pour but d'exciter les classes indigentes contre les propriétaires. Elle invite les pauvres à se mettre à la place des riches, et son fanatisme l'empêche sans doute de s'apercevoir qu'elle établit ainsi le cercle le plus vicieux qu'il soit possible, en ce qu'elle donnerait de fait aux anciens riches, devenus les nouveaux pauvres, le droit incontestable d'améliorer à leur tour leur condition, en se mettant de nouveau à la place de ceux qui les auraient expropriés.

Il est sans doute digne de la sagesse des grandes Puissances de prendre en considération un mal qu'il est possible et peut-être même facile d'étouffer dans le principe, mais qui ne saurait que gagner en intensité à mesure qu'il s'étendrait. C'est aux Cours à ne pas oublier qu'il existe en Europe une classe de perturbateurs du repos public qui s'est vue trompée dans tous ses calculs par la marche forte et constante et par les principes justes et libéraux des grands Monarques qui ont sauvé l'Europe. Ces hommes, désespérés et forcés dans leurs derniers retranchements, regardent comme de leur domaine toutes les questions de désordre quelconque, et il nous est peut-être réservé de voir les rédacteurs du *Nain jaune* et du *Vrai Libéral* prêcher contre les vanités de ce monde, et de voir Carnot et Barère se faire les apôtres de la nouvelle Jérusalem. Cet objet mérite la plus sérieuse attention; il est lié plus qu'on ne croit au repos de la société et à la tranquillité

des États, et les grandes Cours devraient ne pas tarder à prendre en considération les moyens d'entraver les desseins de ces fauteurs d'un nouveau genre de révolution.

Je vous invite, Monsieur le Baron, à sonder à ce sujet les dispositions du Cabinet russe, et à nous informer de ses idées. Les Cours trouveront facilement des moyens à leur portée, le jour où elles voudront s'entendre à cet égard, et c'est sans doute exclusivement aux premières Puissances de l'Europe à arrêter leurs vues sur des mesures hors de la portée des Gouvernements des petits États, qui ne parviendront jamais à expulser un individu dangereux que d'une surface de terre très-limitée, et qui, en cherchant à sauver leur population restreinte de la contagion, ne feront que la transmettre à leurs voisins.

## Die Bibelgesellschaften und Kaiser Alexander.

239. Metternich an Kaiser Franz (Vortrag) Lucca, 29. August 1817, sammt Allerhöchster Resolution.

240. Nesselrode an Metternich (Brief) Kamennoidjoff, 6./18. Juli 1817.

241. Metternich an Nesselrode (Brief) Lucca, 20. August 1817.

**239.** Eure Majestät bin ich heute in dem Fall, ein ganz neues diplomatisches Geschäft zu unterlegen.

Vor einigen Tagen ist hier ein Courier des russischen Rabinets eingetroffen, welcher, wie ich es im ersten Augenblick nur zu sehr vermuthete, mit wichtigen Eröffnungen betraut sein konnte. Welchen Werth diese Eröffnungen haben, geruhen Eure Majestät aus dem in Abschrift anliegenden Schreiben des Grafen Nesselrode zu ersehen (Nr. 240). Unter 2 folgt meine Antwort (Nr. 241).

Eure Majestät haben sich zweifelsohne längst überzeugt, daß der Geist des Kaisers Alexander sich nie in einer gewöhnlichen Richtung zu halten vermag. Seit dem Jahre 1815 hat er den reinen Jacobinismus verlassen, um sich in den Mysticismus zu werfen. Da seine Tendenz jedoch stets revolutionär ist, so ist es auch sein religiöser Sinn, und das Protectorat der Bibelgesellschaften konnte ihm daher nicht entgehen.

Ich bitte Eure Majestät, meine Antwort an Graf Mettelrode als ausschließlich auf den Kaiser Alexander berechnet anzusehen und zu würdigen. Wenn ich in Details ganz eigener Art eingegangen bin, so habe ich dies gethan, um der Correspondenz zwischen den beiden Kabinetten über biblische Gegenstände und religiöse Polizei gleich im Entstehen ein Ende zu machen. Der Kaiser Alexander wird sicher jede Lust und Liebe verlieren, sich mit so beschränkten engherzigen Christen, als ich Eure Majestät und Allerhöchsthren Minister hinstelle, ferners einzulassen. Ich wünschte ihm keinen Zweifel zu lassen, daß seine Begriffe von religiöser Aufklärung nicht die Begriffe Eurer Majestät sind, daß demnach jede Besserung nicht leicht möglich sein dürfte. Wohin jedoch diese Verrücktheit noch führen kann, ist schwer zu bestimmen. Bei allen Ideen des Kaisers Alexander liegt stets die Absicht, sich Proselyten zu werben, in der ersten Linie seiner Berechnung. In diesem Sinne wirbt er in Italien die Jacobiner und in Europa die Secten an. Heute haben die „Rechte der Menschen“ den „Bibellesern“ Platz gemacht. Es bleibt uns nur mit ruhiger Neugierde abzuwarten, welches die nächste Antwort auf meine letzte Depeche an Lebzelttern (Nr. 238) in Betreff der Gefahren des Mysticismus und der Vereinigung der Kabinete gegen dessen leidige Folgen sein wird.

Metternich m. p.

Dient zur Nachricht und folgen die Beilagen hiemit wieder zurück.

Franz m. p.

Mettelrode an Metternich, Kamennoïdsoff, 6./18. Juli 1817.

(Beilage zu Nr. 239.)

**240.** Le Comte de Stackelberg nous a informé, mon cher Prince, de vos idées sur l'entrevue des Souverains. Sa dépêche s'est croisée avec la nôtre, et vous devez dans ce moment être également instruit de ce que nous pensons à cet égard. Vous aurez vu que nous sommes tout à fait d'accord sur l'utilité et le but de cette entrevue. Je puis y ajouter aujourd'hui que nous ne le sommes pas moins sur l'exclusion à donner à toute capitale, ainsi que sur l'indispensable nécessité d'y appeler un

des membres les plus marquants du Ministère français, et M. de Richelieu préférablement à tout autre. L'Empereur partage complètement votre opinion, qu'aucune capitale ou même résidence ne saurait être ni commode ni utile pour la marche des affaires qui devront se traiter, et cette conviction s'applique encore davantage aux petites qu'aux grandes capitales. Ainsi, il lui paraît qu'Aix-la-Chapelle ou Mannheim répondraient à toutes les convenances, et Sa Majesté Impériale se rendra avec plaisir, dans le courant de l'année prochaine, dans celui de ces deux endroits que l'on aura préféré. Ce n'est que sur le moment de s'y réunir que l'Empereur proposerait un changement peu important. Au lieu de fixer l'entrevue au mois de Juin, il désirerait qu'elle n'eût lieu que quelques mois plus tard, car d'après différents arrangements que Sa Majesté a pris, et des courses indispensables dans l'intérieur de la Russie, il ne lui serait guère possible d'être rendu avant le 10 Septembre de notre style dans la ville qui aura été désignée. Je ne pense pas, mon Prince, que ce retard puisse présenter le moindre inconvénient, attendu que jusqu'au 14 Novembre, où expire la troisième année de l'occupation, nous aurons plus de deux mois pour discuter et décider cette importante affaire.

L'uniformité qui a caractérisé les opinions que nos Cabinets ont émises au sujet de la France, nous offre déjà un heureux présage pour les discussions qui auront lieu sur cet objet. Celui-là décidé, les autres questions qui pourraient être agitées dans cette réunion de Souverains et de Ministres ne semblent pas de nature à devoir présenter des difficultés insurmontables. Tout porte donc à espérer qu'elle contribuera essentiellement à consolider encore davantage l'union salutaire qui subsiste si heureusement entre les principales Puissances de l'Europe. L'Empereur est si pénétré de l'effet bienfaisant que produit cette grande conformité de principes dans la marche des quatre Cours qui ont posé les bases de l'association générale, qu'il éprouve un sentiment de regret quand, même dans des questions qui ne sont pas d'un intérêt général, il voit que des

circonstances particulières ont dû provoquer dans les États de l'un des quatre Souverains des mesures qui ne correspondent pas entièrement aux vues des autres. C'est ainsi que Sa Majesté a été peinée que vous n'avez pas laissé subsister chez vous la Société biblique, quoique formée par des protestants, et que certaines considérations, qu'au reste Sa Majesté respecte autant qu'Elle les regrette, vous aient forcé d'abolir une institution aussi bienfaisante et surtout si conforme aux principes de tolérance de votre auguste Maître. Je n'ai pas besoin de vous dire, mon cher Prince, combien Sa Majesté se réjouit d'avance des moments qu'Elle passera avec l'Empereur François, et si l'entrevue offre une utilité réelle sous le rapport des affaires, il n'est pas moins agréable à l'Empereur d'y retrouver les consolations de l'amitié la plus cordiale comme la plus inaltérable.

D'après ce que le Comte de Stackelberg nous mande, je dois vous supposer encore en Italie dans ce moment-ci; j'ai chargé le courrier de vous y rejoindre. J'espère que ce voyage vous procurera tout l'agrément que vous en espérez. Mes vœux les plus sincères vous accompagnent. Permettez, mon Prince, que j'y joigne, etc., etc.

**Katzenberg an Messelrode, Turca, 20. August 1817.**

(Beilage zu Nr. 239.)

**241.** Votre courrier, mon cher Comte, est venu me rejoindre ici le 18 Août, dans un coin tout à fait retiré du monde, où je soigne ma santé, qui depuis plusieurs années en a grand besoin. Je suis sûr aujourd'hui d'avoir bien fait de prendre les eaux de Lucques, faute de pouvoir prendre celles de Carlsbad. Je me porte bien, et je regrette de n'avoir plus que dix à douze jours à rester dans une retraite charmante, qui réunit tout ce que l'on peut désirer sous les rapports de santé et de repos. Figurez-vous les plus beaux sites de la Suisse et de la Styrie sous le meilleur des climats d'Italie; des eaux parfaites, moins fortes, mais ressemblant beaucoup à celles de Carlsbad; une bonne et douce société;

une habitation charmante, que Madame Éliisa Bacciochi n'avait certes pas fait arranger pour moi, et vous concevez que je serai bientôt dans le cas de regretter des jouissances passées.

La dépêche que j'ai adressée à Lebzelttern vous aura prouvé, mon cher Comte, que nos vues sont entièrement celles de votre auguste Maître, relativement à l'entrevue de 1818. Je réponds que l'Empereur François se rendra à Aix-la-Chapelle ou à Mannheim, selon le plus ou le moins de convenance personnelle que l'Empereur Alexandre trouvera dans le choix de l'une ou de l'autre de ces villes. Le résultat des conférences sera celui de toutes celles qui les auront précédées; les Souverains et les Cabinets se quitteront de nouveau, unis de vues et de volonté.

Je me plais, mon cher Comte, à rectifier une erreur que je trouve dans votre lettre. Jamais nous n'avons abrogé chez nous une Société biblique, car jamais il n'en a existé. Je crois, d'un autre côté, pouvoir assurer que jamais l'Empereur n'en permettra l'établissement, et la confiance que vous me témoignez mérite que je vous dise quelles sont les raisons de Sa Majesté.

Je commence par établir notre attitude vis-à-vis du Saint Siège, c'est-à-dire par vous assurer que nulle Puissance catholique n'est plus indépendante que nous ne le sommes, de toute soumission étroite aux vues de la Cour de Rome. L'héritier de tant d'Empereurs d'Allemagne et le neveu de Joseph II sait ce qu'il doit à Dieu et à sa Couronne; nos départements ecclésiastiques étendent peut-être même trop loin leur dogme sur les droits de la Couronne, et s'il y a du trop, ce ne sera sûrement pas en faveur de la Cour de Rome qu'il fera pencher la balance.

L'Église catholique ne protège pas universellement la lecture de la Bible, et elle agit en cela comme un père placé au-dessus des passions, et par conséquent des orages de la vie. Non-seulement l'Église permet, mais elle recommande même la lecture des Livres saints aux hommes éclairés, froids, en état

de juger la question; elle n'encourage pas la lecture des livres mystiques, des passages remplis de récits de crimes et d'obscénités que le Livre des livres ne renferme que trop souvent dans ses récits, simples comme le premier âge et comme tout ce qui est vrai. Moi, je trouve que l'Église a raison, et j'en juge par l'effet que me fait la lecture de la Bible à l'âge de quarante ans, si différent de celui que cette même lecture a produit sur moi à l'âge de quinze et de vingt ans. Je ne puis comparer cette différence qu'à celle des impressions que fera toujours aux diverses époques de la vie la lecture des classiques, la contemplation des beautés de la nature et celle des monuments des arts.

Je lis tous les jours un ou deux chapitres de la Bible; j'y découvre journellement des beautés nouvelles, et je me prosterne devant ce livre admirable, tandis qu'à l'âge de vingt ans j'avais de la peine à ne pas trouver la famille de Loth peu digne d'être sauvée; Noé tout aussi peu digne de l'avoir été; Saül un grand criminel, et David un homme affreux. Il y a vingt ans, je cherchais à comprendre l'Apocalypse; aujourd'hui je suis sûr que je ne le comprendrai jamais. Il y a vingt ans, une recherche approfondie et soutenue des Livres saints eût fait de moi un athée à la façon de d'Alembert et de Lalande, ou un chrétien à celle de Chateaubriand; aujourd'hui je crois et je ne scrute plus. J'ai trop lu et trop vu pour ne pas savoir qu'il ne suffit pas de lire pour comprendre; qu'il serait téméraire à moi de condamner ce que je puis comprendre mal, par ignorance ou par insuffisance des connaissances indispensables à un critique profond, et surtout impartial; en un mot, je crois et je ne dispute plus. Habitué à m'occuper de fortes questions morales, que n'ai-je pas dû faire ou laisser opérer par la simple marche de la nature, pour arriver à ce point où le Pape et mon Curé eux-mêmes me prieraient d'accepter de leur part l'édition la plus portative de la Bible? Est-il téméraire à moi d'admettre comme un fait certain que, sur mille individus pris dans les millions d'hommes

dont se composent les peuples, il ne s'en trouve que peu qui, vu leurs facultés intellectuelles, leur éducation et leur âge, soient arrivés là où je me trouve placé?

Or, mon cher Comte, c'est dans ce raisonnement très-simple, qui est également celui de l'Empereur, que se trouve le motif de l'opposition qu'il mettra toujours à l'introduction des Sociétés bibliques, et ses idées coïncident en cela avec celles du Saint-Père.

Il est une autre considération qui se rapporte au moment présent, et qui ne lui paraît pas moins forte que les raisons ci-dessus développées. Le monde aujourd'hui est malade d'une maladie particulière, et qui passera comme toutes les autres épidémies; cette maladie se nomme le mysticisme. J'ai adressé dernièrement à Lebzeltern une longue dépêche à ce sujet (N° 238); il doit vous l'avoir montrée. Je vous réponds qu'il serait aujourd'hui plus facile de renouveler avec grand succès les prédications de Pierre l'Ermite, que de faire entendre aux individus atteints de ce mal, que Dieu veut être servi autrement que par l'effusion du sang, et que les hommes ne sont pas juges de la conscience de leur prochain. Voyez ce qui se passe en Allemagne; voyez le succès des prédications de Madame de Krüdener, que vous avez fait très-sagement retourner en Russie, et de tant d'autres malheureux qui entendent les Livres saints à leur façon, laquelle, n'en doutez pas, n'est pas celle de Dieu et du Sauveur.

On croit assez communément que le Pape ne veut pas que les Catholiques lisent la Bible, dans la pensée de les empêcher de s'éclairer; il est possible, et j'admets même qu'un Grégoire VII, un Alexandre VI, aient pu faire de ces calculs; mais ce n'est pas là qu'il faut aller chercher l'ancienne pratique de l'Église et les préceptes moraux des Conciles. Si un Pape craint parfois la lumière, il est permis à la sagesse de l'Église de craindre le feu; si un Pape ne veut pas des fidèles éclairés, l'Église ne veut point qu'il y en ait d'éblouis. L'un a tort et l'autre a raison, et l'Empereur François se rangera du

côté de l'Église, en même temps qu'il écartera et rejettera toujours les préjugés.

Vous voyez, mon cher Comte, que je vous écris d'un lieu retiré, et que j'ai tout le loisir de le faire et même assez pour oublier que vous n'aurez guère de temps à vous pour me lire. En me mettant aux pieds de l'Empereur, je vous prie de rectifier l'erreur dans laquelle il est, lorsqu'il suppose qu'on a supprimé chez nous une Société biblique quelconque. Aucun commerce, au reste, n'est plus libre dans la Monarchie que celui de la Bible selon tous les rites. Vous en trouverez des milliers d'exemplaires chez tous les libraires; les hommes faits l'achètent, et on en distribue des extraits corrects, mais châtiés, dans les écoles. Les protestants la lisent en Autriche, comme partout ailleurs, dans leur langue et d'après leur version. Moi-même je ne lis que la traduction de Luther, la meilleure qui ait jamais été faite en aucun pays et dans une langue vivante.

Adieu. Je n'ai pas besoin de vous dire combien je suis heureux de penser qu'il n'y a plus de distance en Europe, grâce au parti que les Souverains ont pris de se rapprocher en personne des lieux où ils croient pouvoir opérer le bien par leur volonté réunie. Cette noble et grande fraternité vaut mieux que tous les traités, et elle assurera pour longtemps ce que le bon abbé de Saint-Pierre avait voulu établir pour toujours. Recevez, etc.

P. S. Je crois vous avoir dit, dans ma dernière dépêche à Lebzeltern au sujet de l'entrevue de 1818, que l'Empereur mon auguste Maître attendra le moment de la réunion qui cadrera le mieux avec les convenances de Sa Majesté l'Empereur Alexandre. Si je ne l'ai pas dit, j'en réponds, et je vais m'empresser d'informer Sa Majesté Impériale du projet du 10 Septembre.

---

## Neapels Absichten auf die Fürstenthümer Benevent und Pontecorvo.

242. Metternich an Kaiser Franz (Vortrag) Lucca, 17. August 1817, nebst Allerhöchster Resolution.

**242.** Der Hof von Neapel scheint heute die bestimmte Absicht zu haben, den Augenblick des Todes des heiligen Vaters zu benützen, um Benevent und Pontecorvo mit bewaffneter Hand zu besetzen, und es scheint, daß dieser Zweck einer der großen Beweggründe der Entfernung Eurer Majestät Armeecorps aus dem Königreiche war. Das neapolitanische Ministerium hat in der Verfolgung dieser Idee eine Intrigue in Petersburg angeknüpft und bereits ebenfalls einen Versuch in England gewagt. Hinter die erstere bin ich auf geheimem Wege gekommen; das Andere hat Herr Aroust unserem Gesandten anvertraut. Ich stehe dafür, daß das Vorhaben nicht gelingen wird.

Einer der ersten Begriffe, die Grundlage der heutigen Politik, ist und muß die Ruhe sein, und der Grundbegriff der Ruhe ist die Sicherheit des Besitzstandes. Wenn die ersten Mächte Europas von diesem Grundsätze ausgehen, so müssen sich kleine, kaum aufrechtstehende Staaten demselben freiwillig oder gezwungen ebenfalls fügen.

Ob Benevent und Pontecorvo dem Könige von Neapel oder dem römischen Stuhle gehören, ist einerlei; ob aber Neapel, auf dem Wege der Intrigue oder der Gewalt, im Jahre 1817 das erste Beispiel einer Veränderung des Besitzstandes, welchen der Congressact ausgesprochen hat, gebe, ist eine sehr wichtige Frage.

Ich behalte mir vor, Eurer Majestät Rechenschaft von dem ganzen Stande der Angelegenheit und von den Erklärungen Allerhöchsthren Kabinetts zu geben, sobald ich die letzteren werde erlassen haben. Ich habe nicht die Möglichkeit, die Befehle Eurer Majestät abzuwarten; ich gehe demnach gerade in dem strengsten Sinne der ebenerwähnten Grundsätze vor, weil ich weiß, daß sie jene Eurer Majestät sind.

Die Ungeschicklichkeit der neapolitanischen Intrigue gibt mir neuerdings eine gute Veranlassung, allen Höfen zu beweisen, welches die Grundsätze Eurer Majestät sind und wie der Gang Allerhöchsthren

Politik beschaffen ist. Wenn der Himmel die Anstrengungen Oesterreichs in den letzten Jahren so reichlich segnete, so verdankt die Welt dieses Glück der Correctheit und der Unwandelbarkeit seiner Politik. Alles, was Andere gegen diese unternehmen wollen, wird stets scheitern. Diese Beruhigung bitte ich Eure Majestät aus meiner Feder in einem Augenblick der Trennung anzunehmen, und daß ich Allerhöchstdiejelbe noch nie irreführte, gereicht mir zum höchsten Lohne.

Eine neue aber sehr glückliche Wendung in der großen Politik ist die fast zur Spannung gebiehene Wachsamkeit Englands gegen die Absichten des russischen Kaisers. Das Betragen des Letzteren, sein Einfluß auf die inneren Angelegenheiten Spaniens haben endlich dieses Gute bewirkt. England, Frankreich und Preußen kommen uns immer näher und durch den Sieg in der Parmesan'schen Sache haben wir Rußland und Spanien aus dem Felde geschlagen. Ich werde ebenfalls durch einen Courier, welchen ich nächstens an Eure Majestät expediren werde, Allerhöchstderjelben die Beweise des Ebengeagten unterthänigst vorlegen. Eure Majestät sind heute der einzige Erhalter der Ruhe in Europa, und nicht die Ruhe allein, auch alle Formen derjelben liegen in Eurer Majestät Händen.

Metternich m. p.

Gott gebe, daß ich, solange ich lebe und womöglich noch für unsere Nachkommen, die Ruhe in Europa zu erhalten im Stande sei; Ihr größter Ruhm und Trost muß gewiß sein, mich dahin gebracht zu haben, daß die Sachen so stehen, wie sie jetzt sind.

Franz m. p.

## Organisation der Central-Verwaltung in Oesterreich.

243. Metternich an Kaiser Franz (Vortrag) Wien, 27. October 1817.

244. Vorschlag (Beilage zum Vortrag).

**243.** Euer Majestät! Seit längerer Zeit haben Allerhöchstdiejelben geruht, meine Ansichten über einige wesentliche Verfügungen in der inneren Administration mit einer Gnade aufzunehmen, welche mir es heute zur bestimmten Pflicht macht, diesen so wichtigen Gegenstand auf der ersten Stufe der Ausführung zu berühren.

In der Anlage erhalten Eure Majestät eine Ausarbeitung (Nr. 244), welche, dem ersten Scheine gemäß, wenig und doch nach meiner Ueberzeugung alles Wesentliche enthält.

Eure Majestät wissen aus einer bereits langen Erfahrung, daß jede Sucht unnöthiger Bewegung in der Administration und gewagter Störung ferne von mir ist. In meinem Vorschlage liegt nichts Grellles, keine Umwälzung, kein einziges gewagtes Princip. Ich trage auf Ordnung an, weil aus einer in ihrem Inneren zu complicirten Administration Unordnung ergehen muß. In einem Reiche wie das österreichische, wo so Vieles durch die glorreiche Regierung einer Maria Theresia und die theoretischen Versuche Ihres Nachfolgers vorbereitet ist; in einem Reiche, in welchem jeder Anlaß den Beweis liefert, daß wahrer Gemein Sinn die große Mehrzahl der Nation belebt, in welchem endlich Eure Majestät Selbst als der glücklichste Gesetzgeber zum Heil des Volkes aufgetreten sind — bedarf es keiner großen Anstrengungen, um alles Gute zu bewirken. Der Grund der bestehenden Uebel (und wo gäbe es keine) muß untersucht, geprüft und das Resultat dieser Untersuchung auf einfache Sätze zurückgeführt werden. Diese Arbeit habe ich unternommen an dem Tage, an welchem ich mich aufgeklärt und also stark genug hiezu fühlte.

Alles, was ich Eurer Majestät heute unterlege, als meine Ueberzeugung unterlege, ist nach einer langen Probezeit, welche ich mit mir selber bestanden habe, meinem Geiste zur größten Evidenz erwachsen. Allerhöchstdieselben werden in meiner Arbeit nichts finden, was für Sie neu wäre. In vielen vertraulichen Unterredungen habe ich Eurer Majestät alle die heute im Zusammenhang von mir aufgestellten Sätze in Bruchstücken ausgesprochen; längst schon war mir das Uebel in der Verwaltung und das Mittel zur Heilung einleuchtend, aber ich wollte nicht leicht, unerwogen und ungeprüft aussprechen, was so gewichtig in seinen Folgen sein muß!

Mit jedem Tage hat sich mein Geist auf die Beurtheilung einfacherer Sätze beschränkt. Ich habe Alles gesehen, Alles erwogen und das Resultat meiner — ich wage es auszusprechen — sicher wahren Sätze ist ohne Zweifel sehr befriedigend. Keine Zeit ist weniger geeignet als die gegenwärtige, Reformen im ausgedehnten Sinne in

irgend einem Staate vorzunehmen. Aber glücklicherweise ist die Staatsmaschine bereits auf so reinen Begriffen constituirt, daß im ausgedehnten Sinne des Wortes in der Maschine selbst eigentlich Nichts umzuwerfen ist. Alles, was ich vorzuschlagen habe, betrifft die ersten Triebfedern des Ganzen. Und hier bedarf es nicht einmal einer Reform, welche auf Umwälzung der Normalformen zielte, sondern blos einer Ordnung der Theile, und zwar der bereits bestehenden organischen Theile der Centralbehörden des Staates.

Ich schweige geflissentlich in meiner Ausarbeitung über die künftigen Verhältnisse Ungarns. Dieser Gegenstand, einer der würdigsten die Staatsverwaltung zu beschäftigen, ist von so complicirter Art, daß er nicht als das Bruchstück einer Arbeit behandelt zu werden vermag. Oft und ungeheurt haben Eure Majestät den Satz des Umsturzes der ungarischen Verfassung aussprechen hören; selbst im Jahre 1811, zu einer Periode, in welcher ein ähnliches Unternehmen den unvermeidlichen Sturz der Monarchie bewirkt und, wo nicht, doch wenigstens jede Kraftäußerung derselben im Jahre 1813 unmöglich gemacht haben würde, wurde diese Frage als eine auf einem bloßen Machtanspruch beruhende Maßregel vorgetragen. Wenn ich meine Meinung damals in einem der Idee sehr entgegengesetzten Sinne ausgesprochen habe, so schloß ich keineswegs die Nothwendigkeit aus, daß mit Zeit und Gelegenheit, mit kalter Uebersicht und unbefangener Ruhe dem großen Werke einer möglichen Civilisation von Ungarn — denn hievon kann vorläufig erst die Rede sein — mit der gemessensten Folge vorgearbeitet werden müsse. Die wenigen Bemerkungen, welche ich über den Zusammenhang meiner Ideen über die Organisation der Central-Regierung der gesammten Monarchie mit den Verhältnissen der Ungarn mache, sind nicht zu bestreiten. In demselben Maße, als sich übrigens der Gang der obersten Gewalt verstärkt, sinken die Hindernisse, welche sich heute noch so mächtig einer vernünftigen, für Ungarn selbst äußerst erprießlichen Veränderung in seinen administrativen und constitutionellen Verhältnissen entgegenstellen.

Daß mit der Erfüllung meiner Vorschläge jedem Uebelstande für die Zukunft vorgebeugt sei, bin ich sehr ferne zu behaupten. Aber daß eine, auf erleuchtete Grundsätze gestützte und in reinen Worten —

die nöthige Consequenz reiner Begriffe — ausgeprochene und gefußte Regierungsnorm den Weg zu allem Guten bahnt, wie im Gegentheil die Verwirrung der Begriffe und der Attributionen in den obersten Behörden jedem Guten im Wege steht, ist wohl nicht zu läugnen. Uebrigens gibt es keine menschliche Institution, welche, wenn sie auf reinen Grundbegriffen beruht, sich in ihrem Gange nicht zum Besseren ausbildet, wie die Tendenz zu noch größerer Lähmung und Verwirrung die unvermeidliche Folge des entgegengesetzten Verhältnisses ist.

Und eben in dieser durch die Erfahrung aller Jahrhunderte so unbedingt bestätigten Wahrheit liegt einer der Hauptgründe, welcher Eure Majestät bestimmen muß, zu einer festen Organisation in den ersten Triebfedern der Staatsverwaltung zu schreiten.

Die Regierung, wie sie heute besteht, beruht auf einem in seiner täglichen Anwendung zu weit ausgedehnten Princip der Centralisation. Die Staatsmaschine geht, weil ihre unteren Triebwerke gut gebaut und geregelt sind, und an der Spitze der Verwaltung ein regierungsfähiger Monarch steht. Wie wenig dieses der Fall beim Eintreten der leidigsten Katastrophe sein wird, welche die Monarchie, und in ihrer jetzigen Lage die Welt, nach dem Laufe der Natur treffen muß, wissen Eure Majestät, denn Allerhöchstdieselben sind als Mensch und als Vater das, was Sie als Monarch sind: rein und unbefangen in der Ansicht! Auf diese Zeit hinaus sind Eure Majestät berufen vorzudenken, und hiezu gibt es nur einen ausgiebigen Weg. Noch unter Ihren Augen, unter Ihrer segnenden Hand muß die oberste Regierung auf eine Art organisirt werden, welche am besten gegen Abwege schützt oder sie wenigstens nicht erleichtert. Denken sich Eure Majestät den heutigen Gang der Geschäfte ohne Ihre Gegenwart, ohne den Einfluß, auf den derselbe beinahe ausschließlich gegründet ist? Aber nicht allein in der Feststellung von Grundsätzen beruht die Stärke und die Haltbarkeit des Ganges einer großen Verwaltung; in der ersten Zeit — und für Staaten sind oft Jahre nicht mehr als Augenblicke — muß sich nicht nur der oberste Leiter, sondern müssen sich selbst alle Werkzeuge in den neuen Wirkungskreis eingewöhnen. Eure Majestät haben Nichts für die Zukunft gethan, wenn Allerhöchstdieselben irgend eine große Maßregel der Ordnung, auf eben diese

Zukunft berechnet, in der letzten Lebensperiode aussprechen; denn nicht in dem Grundsatz allein, sondern in der Wahl der Mittel zur Ausführung und zur Erhaltung des Neuausgeführten, liegt die einzig mögliche Garantie der Dauer eines moralischen Werkes. Einem schwachen Nachfolger wird es dann ebenso schwer, eine gründliche Regierungsnorm umzuwerfen, als es ihm stets unmöglich sein dürfte, eine ähnliche zu schaffen und einzuführen.

Eure Majestät geruhen diesen meinen gehorjamsten Vortrag mit der gewöhnlichen Güte aufzunehmen, von welcher ich bereits so viele Beweise erprobt habe. Ich habe in demselben meine vollste Ueberzeugung kurz und einfach, wie es meiner Absicht und Eurer Majestät umfassendem Blick allein würdig ist, niedergelegt.

#### Vorschlag.

(Beilage zu Nr. 243.)

*Laubenthal*  
- *dis*  
- *Trippis*  
- *76*  
*Moderat*

244. Die tägliche Beachtung des Ganges der öffentlichen Angelegenheiten in der Monarchie liefert ~~den Beweis~~, daß bei einer Menge guter Gesetze und Administrativnormen die Regierung dennoch nicht den Grad von Stärke hat, den sie den reinen Begriffen der Monarchie gemäß haben könnte. Die Ursache dieses Mißstandes glaube ich allein auf die Organisation der höchsten Regierungsgewalten beschränken zu müssen. Um sich der Idee, wie dieser Mißstand möglich wurde, und warum er besteht, auf vorurtheilsfreien Wegen zu nähern, glaube ich die Grundlinien der Art, wie die Gesamtheit der Monarchie zu ihrem heutigen Ganzen gebildet wurde, vor Allem berühren zu müssen. Ist dieser Begriff rein hingestellt, so wird das Mittel der Verbesserung sich von selbst ergeben.

In politisch-administrativer Hinsicht bildet das österreichische Kaiserthum durch die Vielfältigkeit seiner Bestandtheile gleichsam einen Föderativstaat (so wenig richtig dieser Ausdruck hier im gewöhnlichen Sinne genommen ist, so finde ich doch keinen anderen, welcher ihn ersetzen könnte) unter einem einzigen und gemeinschaftlichen Monarchen.

Die größten Bestandtheile der Monarchie, Ungarn, Böhmen, die beiden Oesterreiche, Siebenbürgen, Croatien u. s. w. haben alte, stets

mehr oder weniger geachtete, aber dennoch immerhin bestehende eigenthümliche Verfassungen. Neue Zuwächse, wenn auch unter ihnen ältere Besitzungen des Erzhauses sind, haben ständische Verfassungen von der Gnade des Monarchen mit der gehörigen Rücksicht auf ihre ehemaligen Verhältnisse und auf ihre Localersfordernisse erhalten, wie Tirol und Vorarlberg, Galizien, die beiden italienischen Königreiche u. s. w. Von diesen durch Klima, Sprache, Sitten und Gebräuche unter sich verschiedenen Ländern trägt der österreichische Kaiser eigene Kronen, und drei eigene Krönungen finden dem Herkommen gemäß bei dem Regierungsantritt statt.

Diese bestehenden Verhältnisse sind allerdings der tiefsten Erwägung der Regierung werth, denn in ihnen spricht sich die getrennte Nationalität der verschiedenen den Kaiserstaat bildenden Bestandtheile bleibend aus. In dieser wie in mancher anderen Rücksicht gleicht die Lage, in welcher sich der österreichische Monarch befindet, keiner anderen.

In der politisch-geographischen Hinsicht bildet der österreichische Staat gleichsam ein offenes Land in der Mitte des europäischen Continentes. Von allen Seiten von größeren oder kleineren Nachbarn umgeben, mangelt demselben, von dem höchsten Gesichtspunkte genommen, eine zusammenhängende militärische Grenze. Ihre größte Stärke muß die Monarchie demnach in sich selbst, in dem Gemeinsein ihrer Völker, in ihrer politischen, militärischen und finanziellen Administration suchen.

Von dieser Wahrheit überzeugt, bin ich es nicht minder, daß, wenn Oesterreich mehr Kraftaufwand als irgend ein anderer europäischer Staat der ersten Stärke (Preußen ausgenommen) zu seiner Selbsterhaltung bedarf, sich bei Uns, wie im Allgemeinen, wahre und freie Kraft nur als das Resultat deutlich und bestimmt ausgesprochener und angewandter Regierungsnormen denken lasse.

In der Verfolgung dieses Begriffes gibt es für Oesterreich nur zwei denkbare Lagen:

entweder das gänzliche Zusammenschmelzen aller Bestandtheile der Monarchie in eine einzige Regierungsform;

oder die billige Schonung der vernünftigen, durch Sprache, Klima, Sitten und Herkommen sanctionirten und längst bestandenen ~~Sonderstellungen der Gebietstheile~~ der Monarchie unter der kräftigsten, gut organisirten Central-Regierung.

Die Idee der Vereinigung lag dem Regierungssysteme des Kaisers Joseph zu Grunde. Seine Periode war jene des Aufschwungs gewagter Theorien. Er hat den Versuch der Fusion begonnen, und wenige Regierungsjahre genüigten, um ihn zurücknehmen zu sehen.

Wenn die Einheit aller executiven Mittel, welche einer Administration über homogene Bestandtheile zu Gebote stehen, den Regierungen die möglichst active und bequeme Kraftäußerung darbietet, so kann sicher das vollkommene Zusammen-schmelzen unter sich fremdartiger Theile nur das Resultat einer gewaltsamen Revolution sein; oder, im besten Falle, kann eine Regierung unter so bewandten Umständen nur durch den höchsten Grad von Consequenz und Energie den Gefahren einer Revolution enttrinnen. Diese Wahrheit ist durch die Ereignisse der drei letzt verfloffenen Decaden unlängbar bewiesen. Wie schwer übrigens ein reines Fusionsystem in einem Reiche sein müßte, welches so viele ganz verschiedene Sprachen und unter sich getrennte Volksstämme zählt, dessen Provinzen meist auf anderen Wegen, als jenen der Eroberung, das heutige Ganze bilden, ergeht aus der Natur der Dinge. Der fehlgeschlagene Versuch und besonders der gänzliche Rücktritt aus selbem des Kaisers Joseph erschwert die Sache dergestalt, daß ich nach Recht und Gewissen ein vollkommenes durch einen Gewaltstreich auszuführendes Fusionsystem der einzelnen Bestandtheile der Monarchie, als eine leere und um so gewagtere Hypothese betrachte, als heute ein ähnliches Unternehmen nothwendig die Idee einer Central-Repräsentation der Nation (so widersinnig dieselbe an und für sich unter den gegebenen Verhältnissen auch immer sein möchte) zur Sprache bringen würde.

Wir bleibt demnach nur die Untersuchung der Frage: auf welche Art kann für den österreichischen Staat mit der gehörigen Rücksicht

Handwritten note at the top of the page: "Handlung ist hauptsächlich in der Richtung der Unabhängigkeit".

- a) auf seine unter sich getrennten Bestandtheile in Hinsicht der Nationalität der Bewohner und der bestehenden Verfassung,
- b) auf die geringste Modification in den bereits bestehenden Regierungsnormen

die möglichste Verstärkung der allgemein nützlichen Kraft der Regierung erzielt werden?

Ich stelle als einen unlängbaren Satz auf, daß eine Regierung mehr als guter Gesetze bedarf, um stark zu sein. Nebst richtigen Grundsätzen muß ihre Handlungsweise im vollsten Einklang mit ihrer Lage stehen, und dies ist eben in Oesterreich nicht der Fall. Die Monarchie besteht, wie gesagt, aus den verschiedenartigsten Bestandtheilen. Diese Verschiedenheit wird jedoch nur theilweise oder zu grell bis zur Stufe des Thrones berücksichtigt. Ungarn und seine andern Staaten genießen Vorrechte, welche bis zur Lähmung der großen Staatsmaschine reichen, während die übrigen in ihren Localverhältnissen und selbst in ihrer directen Administration ~~und Namen~~ <sup>unter</sup> sich getrennten Provinzen sich in dem heutigen Verwaltungssystem im Centro mehr als zu viel verwickeln.

Handwritten note on the right side: "Handlung ist hauptsächlich in der Richtung der Unabhängigkeit".

Aus diesem Abstände ergeht für den Ungarn ein Vorrecht, welches ihn beinahe bis zu dem Begriffe seiner Selbstständigkeit steigert, während die rücksichtswerthe Nationalität der anderen österreichischen Staaten, zum Nachtheil der Gesamtheit, sich in Reibung zwischen der Regierung und den Provinzen auflöst. Bei der jetzigen Organisation der obersten deutschen Behörde besteht die unlängbare Tendenz zu dem System der Fusion, während die Staatsmaschine selbst — wie ich es oben bewiesen habe — nicht nur auf einem ganz entgegengesetzten Grundsatz beruht, sondern auch, dem wohlverstandensten Interesse gemäß, beruhen muß. Diese Tendenz, welche aus der Organisation der obersten Stellen entspringt, erzeugt Lähmung durch eine stets unterhaltene Reibung; unter ihrem Einflusse artet der heilsame Zweck der Centralisirung der Regierungsgewalt in eine Sucht aus, sich in Details zu mischen, welche den Geist der höchsten Verwaltung tödten. Mit Einem Worte des Monarchen, mit einer einzigen Maßregel läßt sich diesem Mißstande steuern, und das Verschwinden der meisten heute obwaltenden Anstände wird der Regierung jenen Grad von Stärke

und Thätigkeit geben, dessen sie zum Besten der Monarchie bedarf. Weit entfernt zu glauben, daß auf den bisher betretenen Wegen eine wahre aufgeklärte Centralisation je möglich sei, ist meine Arbeit auf den Zweck, diese zu erhalten, und zwar auf sehr ebener Bahn, gerichtet.

Von einer gewissen Stufe hinab ist die Monarchie sehr gut und zweckmäßig organisiert. Ihre Länderstellen, ihre kreisämtliche Organisation u. s. w. könnte sicher durch keine andere mit größerer Rücksicht auf die Nationalität der Unterthanen und auf die größte Schonung und Berücksichtigung der administrativen Gerechtigkeit und Milde ersetzt werden. Aber eben auf der obersten Stufe steht die eigentliche Regierung, das Centrum aller Gewalt, und von dieser kann allein hier die Rede sein.

Alles Gute muß und wird die Folge einiger, die Auseinandersetzung der Hoffstellen betreffenden, rein ausgesprochenen und praktisch angewendeten Grundbegriffe sein.

Die höchste Staatsgewalt in jeder großen Monarchie zerfällt in mehrere unter sich getrennte, jedoch nicht minder zu einem Zwecke vereinte, Hauptzweige der Verwaltung. Diese Wirkungskreise sind in den neueren Zeiten, in welchen der öffentliche Geist hauptsächlich mit politischen und administrativen Gegenständen sich beschäftigte, unlängbar deutlicher erkannt und ausgesprochen worden, als sie es in den meisten Staaten und vielleicht mehr als sie es irgendwo früher waren.

Die verschiedenen Zweige oder Geschäftsgegenstände jedes großen Staates theilen sich am füglichsten in die folgenden:

1. Die auswärtigen Angelegenheiten.
2. Die innere Verwaltung (das bei uns sogenannte Politicum).
3. Die Finanzen.
4. Das Kriegswesen.
5. Die Justizpflege.
6. Die Polizei.
7. Die allgemeine Rechnungs=Controle.

Es läßt sich kaum ein Geschäft denken, welches nicht unter die eine oder die andere dieser Rubriken ganz natürlich zu stellen wäre.

Jeder dieser einzelnen Hauptzweige theilt sich der Natur der Geschäfte gemäß in zwei Theile:

- a) in den höheren Gesichtspunkt der Geschäfte, das eigentlich Moralische derselben, und
- b) in die Manipulation, den technischen Theil.

In jedem gut geordneten Körper müssen diese beiden Theile unter sich getrennt betrachtet werden und der technische Theil, als die Mittel der Ausführung in sich fassend, zwar im engen Verbande mit dem moralischen stehend, jedoch letzterem untergeordnet sein.

In diesem Sinne ist die Errichtung eines Finanzministeriums, welches bereits an die Stelle des Kammerpräsidiums getreten ist, und nicht nur den Rang vor dem letzteren nahm, sondern die Kammer dem Ministerium unterordnete, eine reine und sich sicher lohnende Verfügung. Der immediate und natürliche Wirkungskreis des Finanzministeriums konnte nicht in Frage gestellt werden. Die einst untergeordnete Creditcommission trat somit in ihre ganz angemessene oberste Stelle.

Eine ähnliche Einrichtung — die unausbleibliche Folge jeder verbesserten Organisirung — sollte nun auch die Verwaltung des Innern treffen. Um meine Ideen über diese Reform rein auszudrücken, darf ich sie nur auf die oben aufgestellten Grundsätze gründen.

Ich gehe von dem Urbegriffe aus, daß das Fusionsystem, bei welchem als erste Maßregel die Benennung der Königreiche und Provinzen, wie es im Anfang der Revolution in Frankreich als das unabweichlichste Mittel zum Zweck geschah, verschwinden mußte, von jeder Berechnung ausgeschlossen ist. Unter dieser Voraussetzung dürfte die folgende Einrichtung die zweckmäßigste sein:

1. Der Chef der Verwaltung des Innern erhält den Titel: Oberster Kanzler und Minister des Innern.

2. Unter ihm stehen vier Kanzler. Sie bilden unter und mit ihm das Ministerium des Innern. Ihren Wirkungskreis bestimmen die Nationalität der Provinzen und die aus ihren directen Verhältnissen entspringenden Localrückichten.

Es wäre demnach zu ernennen:

- a) Ein böhmisch-mährisch-galiziischer Kanzler. Unter ihm stehen diese Länder.

- b) Ein österreichischer (Kanzler) Unter ihm stehen die Provinzen Oesterreich ob und unter der Enns, Steiermark, das Innviertel, Salzburg und Tirol.
- c) Ein illyrischer (Kanzler) Unter ihm das Königreich Illyrien und Dalmatien.
- d) Ein italienischer (Kanzler) Unter ihm die Königreiche Lombardien und Venedig.

In dieser Organisation ist der Minister des Innern der Wächter und der Repräsentant der Einheit der Regierung.

Jeder Kanzler vertritt in dem Ministerium die directen und nothwendig zu berücksichtigenden Localverhältnisse der Provinzen, welche unter seinem Wirkungsbereiche stehen. Gegen die Provinzen vertheidigt er die Begriffe der Einheit der Regierung und ihrer Grundsätze in dem, unter den gegebenen Verhältnissen, möglichen und aufgeklärtesten Sinn.

Jedem Kanzellariat (die eigentliche Hofstelle) wird die nöthige Anzahl Referenten und des untergeordneten Personales zugetheilt.

Alle Normalien und höheren Verwaltungsgegenstände werden auf dem Conferentialwege in seinem Ministerium von dem Minister des Innern vorgenommen. Die directe Anwendung der Verfügung liegt den Kanzlern in ihrem Wirkungsbereiche ob.

Es ist ersichtlich, daß durch diese Organisation die ungarische und die siebenbürgische Kanzlei von der hohen Stufe, auf welcher sie heute stehen, sich zu jener der allgemeinen Administration herabneigen.

In diesem Gange erblicke ich den ersten Schritt zu einer zweckmäßigen allmählig vorzubereitenden Reformation der beiden Länder. Da ich jedoch in der gegenwärtigen Arbeit die Zwecke wahrer und immediater Verbesserung, in leicht auszuführenden Wegen, nicht mit dem weit mehr Schwierigkeiten darbietenden ferneren Unternehmen in Hinsicht auf Ungarn und Siebenbürgen vermengen kann, so be-  
rühre ich diesen Gegenstand, ohne ihn weiter zu verfolgen.

Wie es der Fall bei der Hofkammer ist, besteht auch ebenfalls bei der Verwaltung des Innern, ~~der Mißstand~~, daß Gegenstände, welche selbst unter den verschiedenartigsten Formen dennoch einen und denselben Verwaltungszweig betreffen, heute meist, ohne eine rein ausgesprochene Centralleitung, nur das Geschäft eines Referenten sind,

oder zu noch größerem Nachtheil in verschiedene Länder=Referate eingetheilt sind. Die einzige, dem wahren Besten der Sache angemessene Einrichtung besteht in der Aufstellung eigener Directionen für diese Geschäftsgegenstände . . . . .

Es kann jedoch keineswegs in meinem Zwecke liegen, daß alles mögliche erreichbare Gute ohne Vorbereitung und — wie es leider der Fall ist — ohne eine <sup>aus</sup>kräftige Ministerielle Leitung mit einem Schlage eingeführt werde. Mein Vorschlag beschränkt sich heute auf die folgenden Maßregeln:

1. Daß Eure Majestät geruhen, die Errichtung von Ministerien zu beschließen und auszusprechen, und zwar nebst den bereits bestehenden Ministerien der auswärtigen Angelegenheiten und der Finanz vor der Hand eines Ministeriums des Innern und der Justiz. Weder die Polizei noch die Rechnungs=Controle scheinen mir jemals zu Ministerien geeignet, und sie dürften den Titel von Präsidenten stets ohne Nachtheil beibehalten.

2. Die Bildung des Ministeriums des Innern unter einem Minister und vier Ranzlern.

Die natürliche und unausbleibliche Folge dieser ersten Maßregel wird die Organisation dieses Ministeriums in allen zu seinem inneren Wirkungskreize gehörenden Zweigen sein\*). Metternich m. p.

\*) Es ist bekannt, daß in Folge dieser Anträge die Errichtung einer einzigen obersten Hofstelle unter dem Namen „vereinigte Hofkanzlei“ (ohne alles Provinzial-Adjectiv) statthatte, welcher nebst den böhmischen, galizischen, österreichischen, auch die bisher unter der Leitung der Central-Hofcommission gestandenen illyrisch-italienischen Provinzen zur gemeinsamen Leitung zugewiesen wurden.

Das bezügliche Allerhöchste Patent motivirt diese Maßregel, indem es kundgibt: „Diese oberste Centralbehörde des Innern soll, Unserem System der Einheit gemäß, alle Länder und Völker zu demselben Ziele von allgemeiner und individueller Wohlfahrt hinführen, zu öffentlichen Verpflichtungen in gleichem Verhältnisse beziehen, Bildung und Unterricht nach gleichförmigen Principien verbreiten, aber zugleich in steter Richtung nach diesen hohen und gleichförmigen Zwecken der Regierung die Verschiedenheit und Eigenthümlichkeiten der Sprache, der Sitten und Gewohnheiten, des Klima und der angeerbten Nationalität da, wo besondere Rücksichten eintreten, auf das Zarteste schonen und beachten.

„Diesen Grundfäden zufolge finden wir Uns bewogen, für diejenigen Provinzen und Völkerrämme, die entweder in Bezug auf ihren historischen

Ursprung oder aber in Hinsicht auf die angeführten Verhältnisse einer Verwandtschaft der Sprache, der Sitten oder der bisherigen Verfassung sich zunächst betreffen, eigene Hofkanzlerariate aufzustellen, und statuiren und benennen hiermit in der Unterordnung unter unseren Minister des Innern:

Einen böhmisch-mährisch-schlesischen,  
einen österreichisch-illyrischen,  
einen lombardo-venetianischen, und  
einen galizischen Hofkanzler.“

Ernannt wurden gleichzeitig Graf Saurau zum Minister des Innern und Obersten Kanzler; Graf Lazansky zum böhmisch-mährisch-schlesischen Kanzler; Freiherr von Geißlern zum Stellvertreter des österreichisch-illyrischen Kanzlers, und Graf Mellerio zum lombardo-venetianischen Kanzler.

In demselben Jahre wollte Fürst Metternich in der Reform der Centralverwaltung noch einen sehr wichtigen, weiteren Schritt nach vorwärts machen. Es lag nämlich in seinen Plänen, die Provinzialstände zu reorganisiren und aus diesen Körperschaften eine Central-Repräsentation Oesterreichs, einen Reichsrath, zu schaffen. Schon in dem oben mitgetheilten Vortrage wird von einer „Central-Repräsentation“ Erwähnung gemacht, und wenn es auch nicht in einem günstigen Sinne geschieht, so wird doch schon auf den Connex hingewiesen, in dem eine solche Institution mit der größeren Centralisation der Verwaltung steht. Dabei wird dem aufmerksamen Leser die vorsichtige Bedachtsamkeit des Ministers nicht entgehen, der, wie aus dem gesammten Inhalt des Vortrages hervorleuchtet, sichtlich bestrebt war, seinen reformatorischen Vorschlägen den Charakter des Neuen zu benehmen. Daß aber die Reformgedanken Metternich's mit der Creirung eines Ministeriums des Innern nicht abgeschlossen waren, davon gibt eine eigenhändige Aufzeichnung des Staatskanzlers aus späterer Zeit unzweideutiges Zeugniß. Den bezüglichen Aufsatz, wahrscheinlich zum Zwecke der Benützung für die leider unvollendet gebliebene Autobiographie niedergeschrieben, lassen wir hier folgen. Derselbe lautet wortgetreu:

„Indem ich als eine jeder Grübelelei hohnsprechende Thatsache den Ausdruck fällte (es war im Jahre 1817), daß das Kaiserreich unter ausschließlich eigenthümlichen Lebens- und Gedeihensbedingungen stehe, und daß es sich nicht um deren Bestehen, sondern nur um deren Benützung handeln könne, war die Aufgabe für mich auf die Forschung des Was und des Wie beschränkt. Das erstere sprach sich in dem Begriffe der Verstärkung der Centralgewalt aus; das andere führte mich auf die Frage, ob diese Verkräftigung auf dem Gebiete der Centralisation, nach französischem Begriffe der Sache, oder unter Beachtung des dem Kaiserstaate zu Grunde liegenden relativen Getrenntseins der denselben bildenden Theile, zu suchen sei. Mein Ausdruck konnte mir selbst gegenüber nicht zweifelhaft sein. Er galt der Befestigung des Reiches und nicht seiner Umgestaltung, und ich stellte mich sonach auf das Princip der legislativen Regelung

der Theile und der gleichmäßigen Verstärkung der Centralgewalt auf dem legislativen und dem administrativen Gebiete.

„In den Theilen bestanden ständische Repräsentationen, im Centrum mußte sonach auch Eine geschaffen werden. Damals war, ungeachtet der von einer solchen Form unzertrennlichen Schwierigkeiten, die Aufgabe im Vergleich mit der heutigen Lage der Dinge eine leichter zu begrenzende. Ich trug sonach neben einer Revision der ständischen Verhältnisse auf die Bildung eines Reichsrathes an, welcher, im Centrum aus vom Kaiser zu benennenden Beisitzern bestehend, durch Abgeordnete der ständischen Körper zu vervollständigen sei. Der Competenz dieses neu zu schaffenden Centralpunktes sollte die Prüfung des Budgets und jener Gesetze unterliegen, welche auf das Allgemeine passen.

„Der Kaiser Franz sah die Wichtigkeit der Sache ein, verschob aber deren Prüfung von Jahr zu Jahr, als er nach seiner Genesung von der schweren Krankheit, die er im Jahre 1827 bestanden hätte, mir seinen festen Entschluß eröffnete, meinen Antrag in Ueberlegung nehmen zu lassen. Am Ende des Jahres 1834 erklärte mir der Kaiser, daß er sich vorwerfe, der Sache keine Folge gegeben zu haben, daß aber vor Ende des Jahres 1835 der Ausspruch gefällt sein müsse. Zwei Monate später war Er nicht mehr!“

Wir müssen uns auf die Mittheilung dieses Auffasses beschränken, da es uns nicht gelungen ist, den bezüglichen Vortrag an Kaiser Franz aufzufinden, was übrigens bei der zögernden Behandlung, die dieses wahrscheinlich nur in der Urschrift vorhandene Actenstück achtzehn Jahre lang erfahren, kaum zu verwundern ist.

D. S.

## Die inneren Zustände von Italien und Metternich's Wünsche für eine nationale Verwaltung des lombardisch-venetianischen Königreiches.

245. Denkschrift Metternich's an Kaiser Franz (Auszug) als Beilage zu

246. Metternich an Kaiser Franz (Vortrag) Grätz, 3. November 1817.

**245.** Eure Majestät geruhen sich zu erinnern, daß ich mich im October vorigen Jahres, sowohl in allgemeiner Hinsicht auf die italienische Central-Beobachtungsangelegenheit, als insbesondere aus Anlaß der verschiedenen, uns über die unzufriedene Stimmung in mehreren italienischen Staaten zugekommenen Nachrichten, bewogen fand, Allerhöchstderjelden die Nothwendigkeit vorzustellen, den inneren Gang der dortigen Regierungen und die eigentlichen Ursachen des allgemeinen Mißvergnügens genau und in allen ihren Beziehungen kennen zu lernen.

Mein Hauptzweck war, einerseits nöthigenfalls in heilsamem Sinne auf die Regierungen einwirken zu können, anderseits aus der Zusammenstellung dieser Daten einen steten nützlichen Anhaltspunkt für die administrativen Grundsätze unserer eigenen italienischen Provinzen zu gewinnen.

Zugleich nahm ich mir die Freiheit, Eurer Majestät in dieser Absicht die geheime Sendung irgend eines aufgeklärten Mannes nach Florenz, Modena, Parma und Rom in Vorschlag zu bringen. Allerhöchstdieselben ertheilten meinen Ansichten Ihre allergnädigste Zustimmung und genehmigten den von mir unterstützten Antrag des Grafen Diego Guicciardi, den Tito Manzi zu diesem geheimen Zwecke zu verwenden.

Derjelbe hat nun die ihm übertragene Reize seither unternommen und beendigt. Tito Manzi kann nicht umhin, geradezu zu erklären, daß Alles, was er auf seiner Mission in Italien gesehen und gehört, ihm den Beweis einer allgemein dort herrschenden Unzufriedenheit gegeben hat. Er theilt die auf Italien lastenden Uebel in zwei Classen, nämlich in

Allgemeine Uebel, von denen kein Staat der Halbinsel frei ist, und in

Besondere, die jedem dieser Staaten für sich eigen sind.

Die ersteren schreibt Manzi zwei Hauptursachen zu; die eine rührt, seiner Ansicht nach, von der Natur her, die sich seit drei Jahren gegen dieses Land stiefmütterlich gezeigt; die andere erblickt er in den Folgen der Eroberung, welche durch Umwälzung der politischen Ordnung die Grundlagen der öffentlichen Wohlfahrt erschüttert haben.

Bei der näheren Erforschung der besondern Uebel gelangt Manzi zur Darstellung der Haltung der, den einzelnen Staaten Italiens wiedergegebenen, Herrscher gegen die Völker, so wie des Geistes dieser letzteren gegen ihre Regierungen. Er beginnt mit Neapel und Sicilien, kommt dann nach Rom, von da nach Toscana, Lucca, Modena und Parma, und schließt mit Piemont.

Eure Majestät wollen geruhen, mir in eben demselben Gange zu folgen.

## Neapel und Sicilien.

Manzi bedauert, daß Oesterreich die Partei, welche den Prinzen Leopold auf den Thron von Neapel zu heben bestrebt war, nicht unterstützt und die Trennung der beiden Kronen nicht zur Bedingung der Verbindung dieses Prinzen mit der Frau Erzherzogin Clementine gemacht habe. Die Vorliebe des Ministers einer ungesetzlichen Regierung für diesen revolutionären Gedanken darf nicht befremden, und es ist ganz natürlich, daß er hierin die Vortheile für Oesterreich nach eben dem Maßstabe berechnet, nach welchem Napoleon, Murat u. s. w. jene ihrer Staaten in Anschlag brachten. Allein was für sie nützlich und zweckmäßig gewesen, wäre verderblich für eine rechtmäßige Regierung, deren Politik auf unerschütterlichen Grundlagen von Gerechtigkeit und Redlichkeit beruhen muß.

Eure Majestät geruhen sich zu erinnern, daß im Laufe des Winters 1815 der Versuch gemacht wurde, den Gesandten Fürsten Jablonowski über den Gesichtspunkt auszuforschen, aus welchem sein Hof diesen Gedanken beurtheile; daß derselbe jedoch unsererseits den Auftrag erhielt, jede Eröffnung dieser Art geradezu mit der Erklärung zurückzuweisen, sie sei Allerhöchstens Grundfäzen so sehr entgegen, daß unser Gesandte es nie wagen dürfte, selbe zu Eurer Majestät Kenntniß zu bringen.

Es kann nicht befremden, daß Tito Manzi, welcher von den Unterhandlungen, die den Vereinigungsact der beiden Königreiche herbeigeführt haben, nicht unterrichtet ist, den ungünstigen Eindruck hervorhebt, den diese Maßregel auf den sicilianischen Adel hervor gebracht habe, welcher gewünscht hätte, von der Constitution des Lord Bentinck, unter der Bedingung der vollen Wiedereinsetzung in seine Rechte und Privilegien, befreit zu sein. Die neapolitanische Regierung beabsichtigte dagegen den Umsturz der Bentinck'schen Constitution, weil diese in sich nicht zweckmäßig war und ihr die Hände band; sie könnte aus den nämlichen Gründen auch die alte nicht wiederherstellen wollen, und dies um so weniger, da Sicilien, statt zu den Staatslasten verhältnißmäßig beizutragen, unter der einen wie der anderen Constitution selbst eine bedeutende Last für ihre Finanzen

war. Durch die Vereinigung beider Königreiche bereitete sich die Regierung im Gegentheil die Mittel, in Sicilien nach und nach die neapolitanische, für die Finanzen ungleich vortheilhaftere, Administration einzuführen.

Eurer Majestät dürfte der hohe Werth erinnerlich sein, welchen der König Ferdinand IV. auf den günstigen Erfolg dieser Unterhandlung setzte. Auch verdankt Er ihn unstreitig ausschließend Allerhöchstdero Verwendung bei der englischen Regierung. Es war keine leichte Aufgabe, das britische Ministerium zu vermögen, eine durch Lord Bentinck entworfene, unter englischem Einflusse in Sicilien eingeführte, Verfassung aufzugeben — eine Frage, die als Parlamentsfrage doppelten Schwierigkeiten unterlag; allein es entsprach unserem Interesse, in die Absichten des neapolitanischen Hofes einzugehen, um zu verhindern, daß nicht Sicilien in der Folgezeit dem Königreich Neapel zum Beispiel diene und die zahlreichen Constitutionellen dieses Königreichs, auf dieses Beispiel gestützt, das Ministerium zu vermögen suchten, ihnen gleichfalls eine repräsentative Regierungsform zu geben. Die Vereinigung der beiden Königreiche war überdies das sicherste Mittel, die schiefen Gerüchte, die man über die Absichten Oesterreichs, den Prinzen Leopold auf den neapolitanischen Thron zu bringen, verbreitete, zu entkräften, indem durch jenen Act die Trennung der beiden Kronen für künftige Zeiten unmöglich wurde.

Dies waren die Gründe, welche Allerhöchstdieselben bewogen, die vorliegende Unterhandlung zu unterstützen, Eure Majestät verdankt König Ferdinand deren glückliche Beendigung. Er selbst aber und sein Ministerium legten den größten Werth in die Bewerkstelligung dieser Veränderung und in die Erwirkung der Erklärung von Seite Oesterreichs und Englands, daß sich diese zwei Mächte derselben nicht widersetzen würden. Es wäre demnach heute Undank und Falschheit, von Seite des Königs glauben machen zu wollen, Er sei durch Eure Majestät zu dieser Maßregel gezwungen worden. Einer solchen Behauptung könnte von Niemandem Glauben beigegeben werden, und sie dürfte, falls sie wirklich stattgehabt hätte, nur zum Nachtheil des Königs selbst gereichen.

## R o m.

Es ist allerdings bemerkenswerth, dem Cardinal Consalvi und seinen Absichten in administrativer Beziehung durch einen ehemaligen Minister Murat's so volle Gerechtigkeit leisten zu sehen, wie dies Tito Manzi wirklich thut. Was er Günstiges und Ungünstiges von ihm sagt, ist Beides gegründet, und obgleich man bedauern muß, daß der Cardinal-Staatssecretär sein eigenes Werk so schwach unterstützt und selbst Ursache ist, daß das *motu proprio* in der Ausführung scheitert, so kann man ihm dennoch das hohe Verdienst nicht absprechen, den Muth gehabt zu haben, eine Regierungsform und Grundsätze in dem Kirchenstaate einzuführen, welche geeignet sind, wenigstens während des Laufes seines Ministeriums eine heftige Reaction zu verhindern, deren Wirkungen für alle italienischen Staaten gefährlich gewesen wären. Wenn die administrativen Geschäfte oftmals durch die in den Bureaux obwaltende Unordnung in ihrem Gange gestört werden, so ist andererseits nicht zu läugnen, daß es der Thätigkeit des Cardinals Consalvi und der Strenge der von ihm geschaffenen Polizei gelungen ist, die Ruhe der Hauptstadt zu sichern, die Straßenräuber zu vernichten oder doch im Zaume zu halten, und eine kleine bewaffnete Macht (ein Truppencorps von 15 bis 17.000, gut disciplinirt und gut gekleidet) zu bilden, ansehnlich genug, um die Regierung respectiren zu machen. Was die politischen Grundsätze des Cardinals betrifft, so sind sie Curer Majestät bekannt, und Manzi thut ihm, meiner Ansicht nach, Unrecht, wenn er die Aufrichtigkeit seiner Gesinnungen gegen Oesterreich bezweifelt. Cardinal Consalvi ist uns sicher so sehr ergeben, als es der Chef des Ministeriums des päpstlichen Stuhles, seinem Amte nach, sein kann, und gewiß hätte er nicht minder aufrichtig gewünscht, die Hindernisse zu heben, die sich dem Erfolge der dem Botschafter Fürsten Kaunitz übertragenen kirchlichen Unterhandlung (Nr. 249) entgegensetzten, weil er mit uns die Meinung theilt, daß die vollkommene Eintracht zwischen dem römischen und österreichischen Hofe zur Erhaltung der Ruhe in Italien und zur Aufrechthaltung der päpstlichen Regierung selbst wesentlich nothwendig sei.

Monsignore Pacca, Gouverneur von Rom und Chef der Polizei, ist nach dem Cardinal Consalvi unter den ersten Staatsbeamten der

bedeutendste. Er scheint ein Mann von großen Mitteln, festem Charakter und vieler Thätigkeit zu sein, nur dürfte er damit etwas zu viel Strenge verbinden. Er wäre, würde er nicht zurückgehalten, zur Anwendung energischer Maßregeln gegen die Sectirer und überhaupt gegen die Anhänger der letzten Regierung geneigt. Glücklicherweise gelang es uns, in vertrauliche Verhältnisse mit ihm zu treten, und wir benötigen diese, um von ihm in Polizeigeschäften die Einhaltung eines gleichmäßigen Ganges mit den unsrigen zu bezwecken.

Es unterliegt keinem Zweifel, daß, wie Manzi bemerkt, in den Legationen, und namentlich in Bologna, eine sogenannte österreichische Partei besteht, welche die Hoffnung nährt, daß Eure Majestät zur Epoche des Hinscheidens des heiligen Vaters diese Provinz in Besitz nehmen werden. Während meines Aufenthaltes in Toscana versuchte man, selbst mich ziemlich unmittelbar darüber auszuholen. Ich verwarf jedoch diese Gedanken als unverträglich mit den Grundjäten Eurer Majestät und im Widerspruch mit den letzten Transactionen. Und in der That bin ich, ungeachtet aller Vortheile, die eine Vereinigung der Legationen mit dem lombardisch-venetianischen Königreiche darzubieten schiene, weit entfernt davon überzeugt zu sein, daß diese Vereinigung, selbst in der Voraussetzung, daß sie sich bewerkstelligen ließe, ohne neue politische Verwicklungen zu erzeugen, als eine wahrhaft glückliche Acquisition für die Monarchie anzusehen wäre. Ich glaube vielmehr, daß Bologna von dem Tage, als es Oesterreich angehörte, das Centrum der Oppositionspartei in Italien gegen die Regierung werden, und daß derselbe unruhige Geist, welcher heute den Wunsch nach uns erzeugt, sobald Bologna in unserem Besitz wäre, sich gegen uns kehren würde.

### T o s c a n a.

So ungünstig auch das Bild ist, welches Manzi von dem gegenwärtigen Zustande Toscanas, von den Gebrechen der Administration, von den Individuen, aus welchen das großherzogliche Ministerium besteht, und von der in diesem Lande so nachtheilig veränderten Stimmung entwirft, so muß ich doch gestehen, daß ich nicht umhin kann, dieses Gemälde sowohl im Ganzen als beinahe in allen seinen ein-

zelnen Theilen getreu zu finden. Die Daten, welche ich während meines Aufenthaltes in Florenz zu sammeln im Falle war, die Resultate meiner eigenen Beobachtungen, meine Unterredungen mit dem Großherzog und seinen Ministern, haben mir die Ueberzeugung gegeben, daß kein Staat in der Welt leichter zu regieren und zu beglücken sei, als der toscanische. Ebenso würde es nur von Seiner kaiserlichen Hoheit abhängen, selbst mit bedeutender Verminderung der auf dem Volke haftenden Lasten, verhältnißmäßig der reichste Monarch in Europa zu sein. Manzi berechnet die Einkünfte dieses Staates nur auf 20 Millionen Livres; ich behalte mir vor, Eurer Majestät in einem besonderen Vortrage die Beweise zu liefern, daß die Einkünfte sich beinahe auf das Doppelte belaufen. Bei verhältnißmäßig so bedeutenden Hilfsquellen kann man seine Verwunderung nicht unterdrücken, daß die Cassen des Großherzogs stets leer sind, daß die Finanzbehörden Anleihen zu zehn bis zwölf Procent machen, daß mehrere öffentliche Institute von größtem Nutzen aufliegen, daß alle Classen der Bevölkerung mehr oder minder mißvergnügt sind, und daß endlich ein durch die Natur so hoch begünstigtes Land selbst die Hoffnung auf eine glücklichere Existenz verloren haben sollte.

Ich werde meine Ansichten über diesen Gegenstand Eurer Majestät mündlich vortragen und Allerhöchstderelben zugleich von dem wenigen Guten, das ich während meines Aufenthaltes in diesem interessanten Lande bewirkt zu haben glaube, sowie von meinen Bemühungen, vertraulichere Verhältnisse zwischen den beiden Höfen anzubahnen, Rechenschaft ablegen.

#### L u c c a.

Ich war bereits früher (Mai 1817) in dem Falle, die Ansichten Manzi's über die Ursachen des Mißvergnügens in diesem Lande sowie über die Verwaltung desselben durch Oberstlieutenant Werklein zu Eurer Majestät Kenntniß zu bringen. Dieser provisorische Gouverneur dürfte sich allerdings durch seine Untergebenen zu manchen falschen Maßregeln haben hinreißen lassen; doch ist er andererseits ein achtungswerther Mann, der sich durch seinen Eifer, seine Thätigkeit und Unbescholtenheit Ansprüche auf das Allerhöchste Wohlwollen erworben hat.

Bei meiner Abreise hatte ich Gelegenheit, mich zu überzeugen, daß alle Classen der Bevölkerung, ob sie gleich das Ende provisorischer (österreichischer) Verwaltung wünschen, unjeren Grundjägen dennoch volle Gerechtigkeit widerfahren lassen, ja daß sie selbst auf unjeren Schutz rechnen, wenn ihr künftiger Herrscher sie etwa nach jenen des Madrider Hofes regieren wollte.

### Modena.

Die kurze Zeitfrist von vierundzwanzig Stunden, die ich in Modena verweilte, hat mir nicht gestattet, mich selbst zu überzeugen, ob und inwiefern Manzi's Behauptung der Unzufriedenheit, die dort unter allen Classen der Einwohner vorherrschen soll, gegründet, und ob es wahr sei, daß der Herzog die Zuneigung seiner Unterthanen nicht genieße. Ich wäre indessen eher geneigt anzunehmen, daß in Manzi's Urtheil über die Landes-Administration und den Landesherrn einige Ueberspanntheit liege. Wenn das Land wirklich schlecht verwaltet wird, was ich weit entfernt bin, als einen positiven Satz aufzustellen, so liegt der Fehler freilich nur an dem Herzog; denn Er allein administriert es, sieht und handelt durch sich selbst. Nach einigen Unterredungen zu urtheilen, die ich mit Ihm hatte, wäre ich jedoch der Meinung, daß Er diese Verwaltung mehr wie ein reicher Mann und ökonomischer Eigenthümer als wie ein Landesherr führt.

Was Manzi von dem allgemein in Modena obwaltenden Mißvergnügen sagt, dürfte an einer leicht zu erklärenden Ursache hängen. Dies kleine Land hat dem ehemaligen Königreich Italien den größten Theil seiner ausgezeichneten Staatsdiener geliefert, die unter der letzten Regierung die ersten Plätze inne hatten. Ihrer Aemter beraubt, ohne Aussicht für die Zukunft, bedauern sie, ihren vormaligen Einfluß, ihre ansehnlichen Gehalte, kurz Alles eingebüßt zu haben, was dem menschlichen Ehrgeize schmeichelt und ihn nährt. Durch die letzten Ereignisse zur Rückkehr in ihr Vaterland genöthigt, wo sie von ihrem Landesherrn kalt empfangen wurden und wahrscheinlich einer strengen Beobachtung unterzogen sind, bilden sie natürlicherweise in Modena den Mittelpunkt einer Oppositionspartei gegen die jetzige Regierung. Indessen fängt der Herzog nun, ungeachtet seines entschiedenen Vor-

urtheils gegen diese ganze Classe von Individuen, dennoch an einigen derselben Civil- und Militärpläge zu verleihen.

Es ist gewiß, daß zwischen dem Herzog von Modena und dem römischen Hofe, oder richtiger, zwischen jenem Prinzen und den Cardinälen, welche den bisher von dem Cardinal Consalvi befolgten Grundsätzen und dessen System entgegen sind, genaue Verhältnisse bestehen, und daß diese in Rom mächtige Partei einen reellen, unserm Interesse in Italien nachtheiligen, Einfluß in Modena ausübt. Ebenso unterliegt es anderseits keinem Zweifel, daß die Höfe von Modena und Turin sich in täglichen vertrauten Verbindungen befinden, die, weit entfernt, uns günstig zu sein, dahin abzwecken, unseren Einfluß in Italien zu untergraben. Endlich ist nicht zu läugnen, daß der Herzog von Modena in dieser Hinsicht auf einer unserm Interesse vollkommen widerstrebenden, für einen Prinzen aus dem österreichischen Hause schwer zu begreifenden, Linie steht. Allein Eure Majestät kennen Jhn; Allerhöchstieselben wissen, daß Er mit Hartnäckigkeit an seinen Meinungen hängt, daher ich glaube, daß ein zu harter Angriff auf diese letzteren uns der Gefahr aussetzen würde, Jhn auf immer von uns zu entfernen. Diese Betrachtung bewog mich, während meines äußerst kurzen Aufenthaltes in Modena, eine so heikle Frage nicht zu berühren, sondern mich zu beschränken, auf die Begründung der befriedigendsten Verhältnisse hinzuwirken.

#### Parma.

Wenn meine zweitägige Anwesenheit in Parma von zu geringer Dauer war, um den dortigen Administrationsgang, dessen Fehler und Vorzüge, sowie die Personen, deren Leitung er anvertraut ist, genau kennen zu lernen und mir von den Gründen des Mißvergnügens und deren Einwirkung auf die öffentliche Stimmung einen richtigen Begriff zu machen, so hat mir dieser kurze Aufenthalt doch genügt, um mir die Ueberzeugung zu verschaffen, daß das bedauernswürdige Gemälde, welches Tito Manzi entwirft, in mehrfacher Hinsicht zu stark aufgetragen ist. Seit der Entfernung des Grafen Magaroli widmet sich die durchlauchtigste Frau Erzherzogin den Geschäften mit Eifer und Sorgfalt. Sie präsidiert dem Ministerrath und Jhr ist die letzte Entscheidung vorbehalten.

Parma ist ein wenig fruchtbares Land, seine Handelshilfsquellen sind unbedeutend; es hat in den letzten Jahren durch Truppendurchzüge, durch die in Italien beinahe allgemeine, auf den parmesanischen Gebirgsbewohnern aber noch drückender lastende Noth, endlich durch die daraus entstandenen epidemischen Krankheiten viel gelitten. Es ist sohin möglich, daß die öffentlichen Lasten mit der gegenwärtigen Lage des Landes nicht im Verhältniß stehen; indessen scheint doch anderseits die Finanzverwaltung nicht so schlecht zu sein, als sie Manzi schildert, da ich bei allem Aufwande für einen vielleicht zu starken Militär-Stat und ziemlich kostspieligen Hofhalt, ungeachtet reichlicher Unterstützungen und Zuschüssen an gemeinnützige Anstalten, Ueberschüsse in der Cassa Ihrer Majestät bei meiner Durchreise angetroffen habe.

### P i e m o n t.

Unter allen italienischen Regierungen ist die piemontesische unstrittig jene, deren administrativer Gang und politisches System die gespannteste Aufmerksamkeit erheischt. Dieses Land vereinigt in sich alle entschiedensten Elemente der Unzufriedenheit, und aus diesem Gesichtspunkte finde ich Manzi's Darstellung getreu.

Nicht gleich richtig sind seine Bemerkungen über die Besorgnisse, welche die Bewaffnungen dieser Macht erregen sollen. Zwar beschäftigte sich der König von Sardinien seit seiner Wiedereinsetzung fortwährend mit der Bildung seiner Armee und vorzüglich mit der Vorbereitung der Mittel, sie schnell zu einer ansehnlichen, mit den Finanzen und der Bevölkerung seiner Staaten außer allem Verhältniß stehenden Stärke zu bringen. Doch haben die Resultate bisher weder seinen Anstrengungen noch seinen Erwartungen entsprochen.

Ich erachte nicht minder, daß, ungeachtet der zum gerechten Mißvergnügen obwaltenden Gründe in den sardinischen Staaten und selbst im Genuesischen, welches das Joch dieser Macht mit Ungeduld erträgt und das lebhafteste Bedauern ihr anzugehören nicht verhehlt, eine revolutionäre Bewegung in diesem Lande dennoch nicht zu befürchten sei.

Demnach ist die ränkevolle Politik des Turiner Cabinets vor der Hand der einzige Gegenstand, welcher unsere genaue Beobachtung erfordert. Eure Majestät dürften sich bei mehreren Gelegenheiten über-

zeugt haben, daß meine Aufmerksamkeit unablässig darauf gerichtet ist, und daß ich diesem Kabinet selbst deutlich zu verstehen gegeben habe, daß, so wie keiner seiner Umtriebe uns unbekannt sei, wir uns ebenso in der Lage befinden, deren Folgen vorzubeugen.

Es unterliegt keinem Zweifel, daß das Turiner Kabinet ehrgeizige Absichten hegt, die es nur auf Kosten Oesterreichs in's Werk setzen kann. Ich war jüngst in dem Falle, dem Kabinet von St. James einen überzeugenden Beweis hievon zu liefern, und lud es zugleich zu gemeinschaftlicher Ueberwachung der Schritte desselben ein. Hierauf müssen sich meines Erachtens für den Augenblick unsere Bemühungen beschränken. Es ist dem sardinischen Hofe, besonders seit der Vereinigung Genuas mit seinen Staaten, in zu vielen Beziehungen an der Erhaltung seiner Verhältnisse mit England gelegen, um es zu wagen, sich auf eine dieser Macht widersirebende politische Linie zu stellen. Dieser mächtige Beweggrund muß demnach die ehrgeizigen Absichten, welche der sardinische Hof gegen uns nährt, so lange lähmen, als wir mit Großbritannien enge verbunden sein werden, und eben dieses Gegengewicht werden wir stets seinen Intriguen beim russischen Hofe entgegensetzen. Ueberdies ist das gegenwärtige Ministerium des Königs wenig geschätzt und genießt das Vertrauen keines der anderen Kabinete; es ist unter sich in seinen Meinungen und Absichten getheilt.

Unter solchen Umständen bietet uns die gegenwärtige Lage der Dinge in Sardinien, ungeachtet der ungünstigen Gesinnungen dieser Macht gegen uns, nach meiner Ueberzeugung, die Möglichkeit dar, durch fortwährende strenge Bewachung ihrer Schritte und durch fernere Einhaltung des gegen dieselbe unsererseits angenommenen freimüthigen, correcten und festen Ganges, die nachtheiligen Wirkungen dieser Gesinnungen noch für lange hin unschädlich zu machen.

### Das Sectenwesen in Stalien.

Seit langer Zeit von der Existenz mehrerer geheimer Verbrüderungen in Stalien überzeugt, die unter verschiedenen Namen beinahe unter allen Classen der Bevölkerung in den einzelnen Staaten dieses Landes den Geist der Gährung, des Mißvergnügens und Widerstrebens nähren, mußte uns daran gelegen sein, ihre Pläne und Mittel, ihre

Häupter, ihre Verhältnisse unter sich und besonders jene mit dem Auslande kennen zu lernen, um mit voller Sachkenntniß die Gefahren, welche daraus für die Ruhe Italiens erwachsen könnten, zu bemessen. Eine zweijährige thätige und ununterbrochene Beobachtung hat mir gezeigt, daß, wenn einerseits die wirkliche Existenz dieser verschiedenen Secten nicht in Abrede gestellt werden kann, und wenn ihre Tendenz schädlich und den Grundsätzen der Regierung entgegengesetzt ist, ihnen andererseits ebenso gewiß Anführer, von Namen und geeignetem Vertrauen zu erwecken, fehlen, und sie einer Centralleitung und aller anderen nöthigen Hilfsmittel zur Bewerkstelligung revolutionärer Bewegungen ermangeln. In Meinungen und Grundsätzen unter sich getrennt, geben sich diese Sectirer täglich selbst wechselseitig an und wären morgen bereit, sich gegeneinander zu bewaffnen. Manzi hat daher meiner Ansicht nach vollkommen recht, wenn er bemerkt, daß man sich auf die Sectirer selbst verlassen könne, um zu verhindern, daß die eine oder die andere Partei zu vorherrschend werde.

Wenn diese Aufklärungen für den Augenblick minder beunruhigend sind, so müssen sie uns doch abhalten, mit Gleichgiltigkeit auf eine so ansehnliche Masse von Individuen zu blicken, welche, mehr oder weniger Gegner der bestehenden Ordnung der Dinge, leicht zur Störung der öffentlichen Ruhe thätig verwendet werden könnten, wenn irgend eine Macht sie unter dem lockenden Vorwand der italienischen Unabhängigkeit zu vereinigen strebte.

England hat für den Augenblick auf diese Chimäre verzichtet, und seit es in die Vereinigung Genuas mit Piemont und in den Umsturz der Ventinck'schen Constitution von Sicilien eingewilligt, das Vertrauen der Independisten beinahe gänzlich verloren.

Der römische Hof (wenn man auch die Meinung Manzi's annimmt, daß er die Secte der Guelfen heimlich beschütze und sich derselben mit Beihilfe Modenas bediene, um dem Einflusse Oesterreichs in Italien die Wage zu halten und seinen eigenen weiter auszuweihen) zittert selbst täglich, durch die Independisten und zahlreichen Anhänger des ehemaligen Königreichs Italien, Gährungen in seinen Staaten ausbrechen zu sehen. Das gegenwärtige päpstliche Ministerium ist übrigens zu aufgeklärt, um nicht einzusehen, daß kein Staat in

Italien von einer aufrührerischen Bewegung mehr zu besorgen hätte als der Kirchenstaat, und daß dessen größte Stärke in seinen engen Verhältnissen mit Oesterreich beruhe, daher nicht zu glauben ist, daß derselbe es versuchen sollte, sich gegen seine Nachbarn so gefährlicher Waffen zu bedienen, welche am Tage, wo wir uns von ihm trennten, sich gegen ihn selbst kehren würden.

Frankreich, dessen Politik zu allen Zeiten darin bestand, sich in Italien eine Partei zu erhalten, um den Einfluß Oesterreichs zu paralyßiren, hat unter seiner dermaligen Regierung ein zu großes Interesse, die revolutionären Elemente, welche dem Gange seiner eigenen Verwaltung hinderlich sind, im Zaume zu halten, als daß es sich jetzt damit beschäftigen sollte, ähnliche Elemente im Auslande zu nähren und anzufachen.

Spanien, in politischer Hinsicht bis jetzt noch nicht von wesentlicher Bedeutung, wird sich in den ersten Zeiten darauf beschränken, in den Staaten von Lucca und Parma einige Anhänger zu gewinnen, welche gewiß nicht in die Classe der Liberalen gehören werden.

Unsere Besorgnisse eines fremden Einflusses können demnach vernünftigerweise nur auf Preußen oder Rußland fallen.

Preußen ist zu ernsthaft mit dem moralischen Zustande seiner eigenen Provinzen beschäftigt, um seine Aufmerksamkeit nach außenhin zu lenken; es bedarf des Einflusses Oesterreichs in Deutschland, und unsere gegenwärtigen Beziehungen zu dem preussischen Hofe überheben uns jeder Besorgniß, daß er unter den jetzigen Umständen suchen sollte, uns Verwicklungen in Italien zu bereiten.

Was Rußland betrifft, so bin ich, ohne mir gegen die Gefinnungen und Absichten des Kaisers Alexander, die ich rein und redlich glaube, irgend einen Argwohn zu gestatten, dennoch weit davon entfernt, über den Geist und die Grundsätze, welche seine Minister und seine zahlreichen Agenten in Italien an den Tag legen, ruhig zu sein. Es ist mir unbekannt, ob letztere in dieser Hinsicht mit Instructionen von ihrem Hofe versehen sind oder nicht. In der einen oder anderen Voraussetzung ist es jedoch offenbar, daß sie in einem den Interessen Oesterreichs völlig entgegengesetzten Sinne thätig sind und ihrem Hofe die Mittel darbieten, uns, wenn je ein Krieg zwischen Oesterreich und

Rußland ausbrechen sollte, von der Seite Italiens höchst beirrende Verwicklungen und Verlegenheiten zu bereiten. Ich bin seit Langem bemüht, mir in diesem Betreff unlängbare Proben zu verschaffen, um an die Rechtflichkeit des Kaisers Alexander appelliren zu können, und ihn aufzufordern, einem den Gefinnungen, die er gegen Eure Majestät ausspricht, so widerstreitenden Scandale Schranken zu setzen.

Wenn das russische Cabinet sein Spiel ohne Wissen seines Herrn betreibt, so wird Er dessen strafbaren Mänken ein Ziel zu setzen wissen; geschieht es auf seinen Befehl, so wird Kaiser Alexander einen seinen laut verkündeten rechtlichen Grundjagen so entgegengesetzten Vorgang nie eingestehen dürfen, und da ihm daran gelegen sein muß, sich nicht vor den Augen Europas in ein falsches Licht zu stellen oder vorzeitig zu compromittiren, so wird die Gewißheit, daß uns von den Intriguen seiner Agenten nichts unbekannt ist, ihn vermögen, ihre gefährliche Thätigkeit wenigstens vor der Hand zurückzuhalten.

Nach dieser Auseinandersetzung darf ich mich mit der Hoffnung schmeicheln, daß, selbst unter dem Gesichtspunkte des auswärtigen Einflusses, die Secten in Italien, wenn wir fortfahren, sie zu überwachen ohne sie zu verfolgen, für gegenwärtig keine wesentliche Gefahr darbieten.

#### R e s u m é.

Die Zusammenstellung und Uebersicht dieser Daten über den moralischen Zustand aller italienischen Regierungen (mit Ausnahme des lombardisch-venetianischen Königreichs) liefert uns nachfolgende Resultate:

Daß die Unzufriedenheit daselbst allgemein ist; daß, wenn sie eine natürliche Folge der durch die letzten Mißjahre erzeugten Leiden und der seit den Jahren 1814 und 1815 erfolgten politischen Veränderungen war, sie gleichfalls der schlechten Verwaltung der Regierungen zugeschrieben werden muß; daß in Italien, besonders in dem südlichen Theile und in Bologna und Genua, eine große Bewegung unter den Gemüthern herrscht; daß diese Gährung durch die verschiedenen Secten unterhalten wird, deren Tendenz ohne Zweifel bedenklich ist, während sie selbst jedoch, aus Mangel eines Centralleitungspunktes bekannter Anführer und einer planmäßigen Verabredung unter sich,

beiwieitem nicht so gefährlich sind, als man es besorgen könnte; daß ungeachtet des Vorhandenseins dieses Gährungsstoffes eine revolutionäre Bewegung in Italien nicht zu befürchten ist, so lange sie nicht durch eine fremde Macht angefacht und unterstützt werden wird; endlich daß im jetzigen Augenblicke keine Macht uns in dieser Hinsicht wahre Besorgniß verursachen kann.

Wenn dieses Bild weit davon entfernt ist, befriedigend zu sein, so bietet es uns doch einerseits einigen Grund zur Beruhigung und andererseits vortheilhafte Verhältnisse dar, aus denen wir Nutzen ziehen könnten, um die österreichische Regierung in Italien populär zu machen, und die Meinung, vielleicht sogar die Anhänglichkeit der benachbarten Völker, deren keines mit seinem gegenwärtigen Lose und seiner Regierung zufrieden ist, für uns zu gewinnen.

#### Lombardo-Venetien.

Selbst die eifrigsten Anhänger der letzten Regierung gestehen ein, daß die Verwaltung des lombardisch-venetianischen Königreiches vor jener aller übrigen Staaten Italiens wesentliche Vorzüge hat. Sie geben zu, daß nur in der Lombardei und den venetianischen Provinzen alle Classen der Bevölkerung den Gesetzen gleich unterworfen sind, die Adelligen und Reichen nicht die Oberhand behaupten, die Geistlichen in Gehorsam erhalten werden, der durch die Gesetze sanctionirte Wechsel des Eigenthums geachtet und das Vergangene mit dem Schleier der Vergessenheit bedeckt wird, das heißt, daß Niemand weder öffentlicher noch heimlicher Verfolgung ausgesetzt ist. Abgesehen von der Gerechtigkeit, die man in dieser Hinsicht den Grundsätzen österreichischer Verwaltung widerfahren läßt, wäre man jedoch im Irthum, wenn man daraus den Schluß zöge, daß das allgemeine Mißvergnügen sich nicht auch auf die Curer Majestät Scepter unterworfenen Provinzen erstreckt. Allerhöchstdieselben sind von dieser Lage der Dinge durch die Gouverneurs der Provinzen und durch den Präsidenten der Polizeihofstelle unterrichtet, und es dürfte Curer Majestät nicht unbekannt sein, daß der langsame Geschäftsgang, die Absicht, welche man Allerhöchstdemselben zumuthet, den italienischen Provinzen gänzlich deutschen Zuschnitt geben zu wollen, die Zusammensetzung der Gerichtsstellen, wo

die Italiener täglich mit Leidwesen deutsche Magistratspersonen zu den Anstellungen berufen sehen, und die Verlängerungen der Streitigkeiten zwischen dem Wiener Hofe und dem päpstlichen Stuhle die Hauptursachen sind, denen diese Unzufriedenheit zugeschrieben wird. Da sie mir alle mehr oder minder von der Art zu sein scheinen, beseitiget werden zu können, und mir die väterlichen Absichten Eurer Majestät in dieser Rücksicht seit Langem bekannt sind, so erachte ich es für meine Pflicht, hier die gehorjamste Bemerkung zu wiederholen, wie wichtig es aus dem politischen Gesichtspunkte sein dürfte, in diesem so interessanten Theile der Monarchie die Gebrechen und Mängel der Administration ehemöglichst zu beheben, dem Geschäftsgang mehr Thätigkeit zu verschaffen, dem Nationalgeiste und der Eigenliebe der Nation dadurch entgegenzukommen, daß man diesen Provinzen eine Verwaltungsform gebe, welche den Italienern beweise, man wolle sie nicht mit den deutschen Provinzen der Monarchie ganz gleich behandeln und so zu sagen verschmelzen; daß man daselbst und besonders bei den Gerichtsbehörden vorzugsweise taugliche Subjecte aus dem Lande anstelle, und daß man vor Allem darauf bedacht sei, die Geistlichkeit und die Classe der Schriftsteller, die den meisten Einfluß auf die öffentliche Meinung haben, sich näher zu verbinden. Ich zweifle nicht, daß es möglich sei, diesen so höchst nützlichen Zweck zu erreichen, ohne große Schwierigkeiten zu bekämpfen und selbst ohne in den Fall zu kommen, von den allgemeinen Grundsätzen abzuweichen, welche der Administration der anderen Theile der Monarchie zur Grundlage dienen, Grundsätze, die unstreitig für das Wohl aufrecht erhalten werden müssen, deren Anwendung sich jedoch leicht in den Formen modificiren läßt.

Ich nähre endlich die Hoffnung, daß am Tage, wo Eure Majestät sich bewegen finden werden, die erzpriestlichen Entwürfe, welche Allerhöchstdieselben seit langer Zeit beabsichtigten, um die Wohlfahrt dieser Provinzen auf eine dauerhafte Weise zu begründen, wirklich in's Werk zu setzen, die öffentliche Meinung sich auf die vortheilhafteste Weise für Oesterreich aussprechen, die Unzufriedenheit mit den Ursachen verschwinden, und die Italiener zuletzt Oesterreich als die einzige Regierung ansehen werden, welche ihnen eine sichere Stütze der öffentlichen

Ruhe darbieten könne. Ist dieser Tag einmal gekommen, dann wird der fremde Einfluß nicht mehr zu fürchten sein, und wir werden einen weit wesentlicheren bei unseren Nachbarn gewinnen: den Einfluß, welchen die Meinung gibt.

Metternich an Kaiser Franz, Grätz, 3. November 1817.

**246.** Eurer Majestät habe ich die Ehre, in den anliegenden Acten, die Resultate meiner in Italien vorgenommenen Arbeiten und Beobachtungen gehoramt zu unterlegen\*). Daß meine Hauptarbeit, die ich hier beischleße (Nr. 245), ganz der Wahrheit gemäß, das treueste Gemälde des heutigen Standes der Dinge in Italien enthalte, hiefür büрге ich.

Das Resultat meiner zur vollsten Ueberzeugung erwachsenen Beobachtung ist, daß es nur von dem gemessenen Gange der österreichischen Regierung abhängt, um in Italien die Rolle zu spielen, zu welcher Eure Majestät in jeder Rücksicht berufen sind. Durch die neuen Verhältnisse, in welche Allerhöchstdieselben die Regierung des lombardisch-venetianischen Königreiches stellen, geschieht ein großes Werk. Die öffentliche Meinung wird in Folge dieser Verfügung ganz zu Eurer Majestät Gunsten sprechen, und in der Maßregel liegt alles Gute, welches man mit Recht von einer administrativen Maßregel zu fordern berechtigt ist; sie erschöpft nämlich die billigen Wünsche einer Nation und sie ist geeignet, die Macht der Regierung zu verstärken. Diese Aufgabe kann übrigens auf aufgeklärten Wegen stets erreicht werden.

In Unseren italienischen Provinzen herrscht in diesem Augenblicke die größte Mißstimmung über die, an sich selbst ganz natürliche, durch die triftigsten Gründe unterstützte Maßregel der Ausdehnung der allgemeinen Manuhsgeetze auf diese Länder. Diese Ausdehnung ist mit Rücksicht auf die Local-Erfordernisse und Verhältnisse geschehen; es wäre also dagegen Nichts zu sagen. Worin liegt aber der Grund des Mißstandes, worunter ich natürliche und leicht vorzubeugende Klagen immer rechnen werde? Eine zufällige Unterredung mit dem Präsidenten der Commerz-Hofcommission hat mir darüber Auskunft gegeben.

\*) Dem Vortrage liegen noch andere auf Italien bezügliche Special-Verhandlungen bei.

In Lombardo-Venetien besteht wenig Manufacturhinn. Die meisten Gegenstände zum täglichen Verkehr, in der Ausdehnung selbst des Bedürfnisses, bezieht Italien aus dem Auslande. Frankreich und England haben im Fabrikwesen den größten Vorsprung gewonnen. Diese beiden Staaten versehen alle Märkte Italiens mit einer diesen Nationen eigenen Betriebbarkeit. In Oesterreich herrscht ebenfalls ein, jedoch schläfriges, Leben im Fabrikwesen. Die Sorge unserer Manufacturisten geht wenig dahin, sich im Auslande bekannt zu machen, und die italienischen Provinzen waren und sind in dieser Hinsicht für Böhmen, Oesterreich u. s. w. noch stets ein Ausland. Nun hat man das Verbot ergehen lassen, und keiner unserer Fabrikanten ist in Italien bekannt. Der Käufer glaubt nun, wie natürlich, jenseits der Alpen jedem Bedürfniß preisgegeben zu sein. Im Gefühl dieses Uebelstandes trifft nun die Commerz-Hofcommission Anstalten, um Muster nach Italien zu schicken.

Die Sendung von Mustern, das Anknüpfen von Verbindungen zwischen den Detailleurs in Mailand und den Fabrikanten in Böhmen hätte aber die erste Maßregel sein sollen. Die Regierung hätte Sorge tragen sollen, daß am Tage des Verbotes der italienische Käufer die oft gleich gute und gleich wohlfeile, wo nicht wohlfeilere, Waare vor Augen gehabt hätte. Die zweite Maßregel wäre alsdann ganz natürlich das Verbot der fremden Waare gewesen, und das dagegen erhobene Geschrei wäre zu dem herabgesunken, was es sein muß und sein sollte: nämlich zu einer leeren, ungegründeten Kritik einiger Uebelgesinnter.

Noch einen anderen Gegenstand, welcher tief in die Gemüther der italienischen Unterthanen Eurer Majestät einschneidet, erlaube ich mir zu berühren.

Eure Majestät kennen zu sehr die Verhältnisse Italiens, um nicht zu wissen, daß es in allen höheren gebildeten Classen herkömmlich sei, die Söhne, welche man zu wissenschaftlichen oder Geschäftszwecken erzieht, fast aus allen Theilen der Halbinsel zum Unterricht der Sprache nach Toscana zu schicken. Wenn Eure Majestät die Befugniß ertheilen wollen, daß die Landes-Gremien die Erlaubniß ohne Rückfrage zugestehen könnten, wonach junge Leute vom sechsten bis

zum zehnten oder zwölften Jahre auf jedesmaliges Einschreiten der Eltern die Humanoria in Toscana studiren könnten, so würde diese Erlaubniß den günstigsten Eindruck auf das gebildete Publicum (denn nur von diesem ist hier die Rede) erzeugen, und ich sehe einen großen Zweck der Regierung in der möglichsten Nachzüglung von Geschäftsmännern, die in Italien der Landessprache mächtig sind. Diese Bemerkung ist um so richtiger, als die Studien-Eintheilung in der Monarchie nicht nur das Reisen der jungen Leute, sondern selbst das Herbeirufen fremder Personen verbietet oder unmöglich macht.

### Jahrbücher der Literatur.

247. Metternich an Professor Mathäus von Colini (Brief) Wien, 10. December 1817.

248. Metternich an Carl Böttiger (Brief) Wien, 27. December 1817.

**247.** Seine Majestät der Kaiser hat mir den Auftrag ertheilt, die neue literarische Zeitschrift unter meiner directen, jedoch unbemerkten Oberleitung herausgeben zu lassen.

Die beigezeichnete Anzeige kann demnach mit den wenigen Veränderungen, welche ich in selber vorgenommen habe, sogleich erscheinen \*).

\*) Dieser Anzeige ist über den Zweck der Jahrbücher Folgendes zu entnehmen: „Alles, was eine literarische Zeitschrift sich mit Grund zur Pflicht rechnet, wird auch den Gegenstand dieser Jahrbücher bilden: sie werden den vollen Umfang der Wissenschaft in Beurtheilungen der bedeutendsten Schriften der Zeitgenossen zu umfassen suchen; parteilose Würdigung wird ihr erstes Gesetz und Gründlichkeit ihr vorzüglichstes Bestreben sein.

„Die Jahrbücher werden den Erzeugnissen der Wissenschaft in den österreichischen Staaten besondere Aufmerksamkeit widmen, wozu sie die in manchen Zweigen der Wissenschaft jetzt sehr rege Thätigkeit vaterländischer Gelehrter und der reiche Zuwachs der ausgezeichneten italienischen Literatur auffordern; sie werden aber ebenso sehr bestrebt sein, die Werke jeder Literatur, durch welche Wissenschaft oder Kunst gefördert wird; zur Kenntniß des Lesers zu bringen. Der Zweck dieses Institutes geht nämlich insbesondere dahin: einen befriedigenden Ueberblick des Vorzüglichsten zu geben, was die Zeitgenossen, von einem und demselben Streben nach Vervollkommnung der Wissenschaft geleitet, wenngleich durch nationale Eigenthümlichkeit mannigfaltig unter sich geschieden, Edles und Merkwürdiges leisten.“

D. H.

Der Contract ist mit der Gerold'schen Buchhandlung abzuschließen.  
Ich ernenne Euer Wohlgeboren zum Haupt-Redacteur.

Als zweiten Redacteur ernenne ich den Herrn Pilat. Sein Geschäft wird sein, Euer Wohlgeboren in jeder Rücksicht an die Hand zu gehen und zugleich in Fällen, in welchen Sie verhindert wären, directe Rücksprache mit mir zu pflegen, als Mittelsmann zu dienen.

Die Leitung der Geschäfte liegt jedoch Euer Wohlgeboren ob.

Die Censur der Zeitschrift wird in zwei Theile zerfallen. Den politischen werde ich selbst besorgen. Der wissenschaftliche und literarische wird einem Censor, welcher durch das Präsidium der Obersten Polizeihofstelle ernannt werden wird, anvertraut. Die hiezu nöthige Einleitung werde ich unverweilt treffen.

Ueber alle zur Ausführung des Unternehmens, sowie über jede zur Führung des Geschäftes während seiner Dauer nöthigen Maßregeln, erwarte ich Euer Wohlgeboren Vorschläge.

**Metternich an Carl Böttiger, Wien, 27. December 1817.**

**248.** Euer Wohlgeboren Schreiben und erstes literarisches Bulletin habe ich empfangen und mit vielem Vergnügen gelesen. Ich bitte auf ähnliche Weise fortzufahren und meines vollen Dankes versichert zu sein.

In der Anlage erhalten Euer Wohlgeboren eine Einladung zu einem längst beschlossenen, von Ihnen jedoch ebenfalls gewünschten Unternehmen. Die neue Zeitschrift hat sich eines ausgedehnten Schutzes der Regierung zu erfreuen. Das erste Bedürfniß einer Anstalt, welche nur durch die Folge, die ihr gegeben werden kann, sich zu erhalten vermag, wird von Seite des Staates befriediget. Seine Majestät der Kaiser werden im Gefühle des Nutzens, den heute mehr als je gediegene Arbeiten wahrer Gelehrter zu leisten fähig sind, das Unternehmen unserer vorzüglicheren Männer in einzelnen Fächern der Wissenschaft und der Literatur mit allem benöthigten Gelde unterstützen. Dies ist die einzige Einwirkung, welche der Regierung ziemt. Daß die Recensionen, welche den Inhalt der „Jahrbücher der Literatur“ bilden sollen, stets in einem echt gelehrten, wahrhaft weltbürgerlichen Sinne verfaßt sein werden, hiefür bürgt der Charakter der Gelehrten,

welche von der Redaction zur Mitwirkung eingeladen werden. Ich würde mich demnach keineswegs berufen glauben, Euer Wohlgeboren diese Einladung selbst zu übersenden, wenn ich mich nicht durch eine frühere persönliche Bekanntschaft hiezu aufgefordert fände. Empfangen zc.

## Ergebnisse der Unterhandlung mit Rom in Betreff der schwebenden geistlichen Angelegenheiten.

249. Metternich an Kaiser Franz (Vortrag) Wien, Ende December 1817.

**249.** Bei meiner Abreise von Wien nach Florenz im Monat Juni d. J. waren die vorzüglichsten mit dem päpstlichen Hofe in Verhandlung stehenden Gegenstände, deren Betreibung mir von Eurer Majestät aufgetragen wurde:

- a) Die Verzichtleistung Seiner Heiligkeit auf das von Allerhöchsterseiben im Gebiete der vormaligen Republiken Venedig und Ragusa ausgeübte Recht, Erzbischöfe und Bischöfe, wie auch andere geistliche Dignitarier zu ernennen.
- b) Die Einstellung der bisherigen Uebung, der zufolge die neuernannten italienischen Bischöfe sich persönlich nach Rom zu verfügen haben, um dort die päpstliche Bestätigung zu erhalten.
- c) Die Beseitigung der Anstände gegen die Präconisation des neuernannten Bischofs von Brünn, sowie des Mißverständnisses in Ansehung des neuernannten Bischofs von Munkatsch.
- d) Die Behebung der Anstände, welche päpstlicherseits über den von den österreichischen Bischöfen bei ihrer Installation abzulegenden Eid, sowie über das dabei zu beobachtende Ceremoniel erhoben worden waren.
- e) Die Reservationen, welche bei der Abtretung der von einem jeweiligen Erzbischof von Mailand und Bischof von Pavia auf piemontesischem Gebiete bisher ausgeübten geistlichen Jurisdiction zur Verwahrung der diesseitigen Rechte geltend gemacht werden mußten.
- f) Die Erwirkung der päpstlichen Bestätigung für die von Eurer Majestät in der Lombardei, im Venetianischen, in Tirol und Vorarlberg angeordneten neuen Diöcesan-Eintheilungen.

Eurer Majestät sind die Ursachen bekannt, wegen welcher ich nicht geglaubt habe, von der mir Allergnädigst ertheilten Befugniß zu einer Reise nach Rom Gebrauch machen zu sollen, wodurch ich mich unter den ungünstigsten Zeitumständen — wie die Krankheit des Papstes und die von Frankreich gegen den römischen Stuhl eben damals, durch Abschluß eines Concordates, ganz unerwartet bezeugte außerordentliche Nachgiebigkeit war — auf eine vertrauliche Correspondenz mit dem Cardinal=Staatssecretär Conjalvi beschränkt sah \*). Ich habe indessen die Zufriedenheit, Eurer Majestät gehoramt anzeigen zu können, daß mit einziger Ausnahme des Punktes b), welcher die Reise der neu ernannten italienischen Bischöfe nach Rom betrifft, alle übrigen auf eine der Allerhöchsten Absicht entsprechende Art in's Reine gebracht und in Ansehung dieses letzteren Punktes solche Modalitäten eingeleitet worden sind, daß mit Beseitigung der quaestio juris, deren Entscheidung bis auf günstigere Zeiten verschoben wird, alle Hoffnung vorhanden ist, den Endzweck größtentheils de facto zu erreichen.

Das Umständlichere hierüber enthalten folgende Erläuterungen, und zwar:

ad a). Haben Seine päpstliche Heiligkeit nicht nur den in Frage stehenden Verzicht geleistet, sondern auch eine Bulle ausfertigen lassen, kraft welcher Eurer Majestät und Allerhöchsterer Regierungsnachfolger landesherrliches Recht auf ewige Zeiten anerkannt wird, den Patriarchen von Venedig nebst sämtlichen Erz- und Bischöfen im ganzen Umfang des Gebietes der vormaligen Republiken Venedig und Ragusa, insoweit diese der österreichischen Monarchie einverleibt sind, zu ernennen.

ad b) Sind zwar die wiederholt gemachten Versuche, um den römischen Hof zu der Erklärung zu vermögen, daß die neu ernannten lombardisch=venetianischen Bischöfe der allen übrigen italienischen

\*) Metternich berichtete unterm 19. Juli 1817 dem Kaiser Franz aus Florenz: „Die Gesundheit des heiligen Vaters ist stets auf demselben sehr schwankenden Fuße. Die Lage der Dinge in Rom ist übrigens so, daß wir alle vernünftigen Zwecke ohne eine eigentliche Negotiation in einem gemessenen Gange erreichen werden. Ueber mein Nichterscheinen in Rom ist man sehr betroffen, und ich benütze diese Attitude auf die Art, welche mir die zweckmäßigste erscheint.“ D. S.

Bischöfen obliegenden Verpflichtung, sich wegen ihrer Bestätigung persönlich nach Rom zu verfügen, enthoben sind, ohne Erfolg geblieben, jedoch ist auf vertraulichen Wegen zu erkennen gegeben worden, daß Seine Heiligkeit wahrscheinlich nicht abgeneigt sein dürften, in einzelnen Fällen eine Dispens eintreten zu lassen, wo Alter, Kränklichkeit oder Mangel an hinlänglichen Geldmitteln den neu ernannten Bischof außer Stand setzen sollten, die Reise nach Rom zu unternehmen.

ad c) Haben die von Eurer Majestät ernannten Bischöfe von Brünn und Munkatsch in Folge der darüber gepflogenen Verhandlungen die päpstliche Bestätigung mit den darauf Bezug habenden Bullen bereits erhalten und in dessen Folge ihre bischöflichen Sitze eingenommen.

ad d) Hat der römische Hof auf die, über den Eid der Bischöfe und das bei ihrer Installation zu beobachtende Ceremoniel, gegebenen Aufklärungen keine weitere Einwendung gemacht und die diesseitige Uebung dadurch stillschweigend anerkannt, daß er späterhin den eben erwähnten Bischöfen von Brünn und Munkatsch die apostolische Confirmation erteilt hat, ohne auf einer Abänderung des bei ihrer Installation abgeforderten gewöhnlichen Eides und Ceremoniels zu bestehen.

ad e) Ist, um sich gegen die Nachtheile sicher zu stellen, die aus der Abtretung der bisher von den Bisthümern Mailand und Pavia im novaresischen Gebiete ausgeübten geistlichen Jurisdiction für das diesseitige Interesse hätten entstehen können, eine officiële Erklärung des Turiner Hofes erwirkt worden, wonach diese Abtretung auf die Temporalien durchaus keinen Einfluß habe und die diesseitigen Corporationen, Seminarier und frommen Stiftungen, welche bewegliches oder unbewegliches Gut, oder sonstige Einkünfte aus dem piemontesischen Gebiete bisher bezogen haben, im ungestörten Besiß und Genuß derselben verbleiben sollen.

ad f) Haben Seine Heiligkeit Ihre Bereitwilligkeit erklärt, die von Eurer Majestät angeordnete neue Diöcesan-Eintheilung zu sanctioniren und die betreffenden Bullen darüber ausfertigen zu lassen, sobald die hiezu noch fehlenden Documente in Rom eingetroffen sein werden,

deren Absendung ich daher bei der Organisations-Hofcommission unter Einem betreibe\*).

\*) Außer den in diesem Abschnitt enthaltenen, auf die Regelung der inneren Verhältnisse des Reiches sich beziehenden Maßnahmen, hat Metternich zur selben Zeit noch auf manche andere Einrichtungen von organischer Bedeutung für das Reich fördernden Einfluß genommen, ohne daß sein diesfälliges Wirken urkundlich festzustellen wäre. So erhielt Tirol seine altständische Verfassung zurück; Dalmatien zerfiel in fünf Kreise; aus Kärnten, Krain und Theilen des Küstenlandes ward das Königreich Illyrien gebildet; die sämtlichen Provinzen Oesterreichs in Deutschland wurden als Theile des deutschen Bundes erklärt u. s. w. Alle diese Organisationen, unter Mitwirkung Metternich's zu Stande gebracht, fielen in die ersten Friedensjahre 1816 und 1817.

Es ist selbstverständlich, daß ein Staatsmann von dem Charakter des Fürsten Metternich, im Genuß des vollen Vertrauens seines Monarchen und im Besitze eines reichen in schwerer Zeit gesammelten Erfahrungsschatzes, seine Sorge auch auf die innere Entwicklung des Reiches ausgedehnt hat, schon wegen des engen Zusammenhanges der inneren Zustände mit den äußeren Beziehungen, deren Pflege ihm anvertraut gewesen. Andererseits jedoch erklärt sich schon aus der Natur eines wohlgeordneten staatlichen Organismus, daß actenmäßige Aufzeichnungen des Chefs eines Ressorts über Gegenstände, die seinem Wirkungskreise fremd sind, nur in seltenen, besonders wichtigen Fällen sich vorfinden. Denn der persönliche Verkehr des Vertrauensmannes mit seinem Monarchen, das Wirken am grünen Tische der Conferenz, wo ein mündlicher Ideenaustausch platzgreift, lassen in der Regel keine schriftlichen Spuren zurück, wenigstens keine solchen, die späterer Nachforschung zugänglich wären. Dazu kommt noch die Erwägung, daß in der Franciscischen Regierungszeit Niemand die gesetzlichen Schranken der Competenz seiner Behörden strenger zu wahren bestrebt war, als Kaiser Franz selbst, während in der Ferdinandeischen Periode hinwiederum die von den Zeitgenossen weit überschätzte Macht des Staatskanzlers, in den inneren Verwaltungsangelegenheiten, an so manchen lähmenden Einflüssen scheiterte. Man möge es dem Mangel von autobiographischen Aufzeichnungen für diesen und die nächstfolgenden Zeitabschnitte zuschreiben, wenn wir uns, veranlaßt durch den Titel des hier abschließenden Buches, zu einigen kurzen, den Gegenstand erläuternden, zum Theil der Geschichte vorgereifenden Bemerkungen über das Wirken Metternich's auf dem Felde der inneren Politik verleiten ließen.

D. S.